



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2022-10-1/2022-10-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Samedi 1^{er} octobre.

Kinshasa : plus de 460 personnes interpellées après un bouclage de la police, organisée le 30 septembre, dans les communes de Kinshasa et Lingwala. Le commissaire provincial de la police à Kinshasa a fait remarquer que cette opération visait à lutter contre le banditisme urbain et s'est déroulée dans un climat apaisé et sans incident.

Félix Tshisekedi pour une dynamique de création des emplois correctement rémunérés et décents. Il a donné ces orientations vendredi 30 septembre à Kinshasa, au cours du Conseil des ministres présidé par visioconférence. «La création d'emploi, principalement dans le secteur privé, devrait demeurer une préoccupation majeure du gouvernement pour absorber le nombre des jeunes tant diplômés que non qualifiés qui arrivent chaque année et qui se déversent sur le marché du travail. Cette situation s'observe sur l'ensemble de nos 26 provinces, principalement dans les villes ». Le Chef de l'Etat a rappelé aux membres du conseil « sa volonté, maintes fois exprimée et manifestée, pour l'amélioration du social et la création d'une classe moyenne » dont le nombre sera en croissance sensible du fait de leur accès à des emplois tant dans le secteur privé que public. Il a par ailleurs fait savoir que le Président Tshisekedi a salué les efforts fournis par le gouvernement notamment pour l'assainissement du climat des affaires, la stabilité du cadre macro-économique, la réforme de la fiscalité qui sont profitables au secteur privé et qui doivent se mesurer, entre autres, par des emplois préservés, créés et surtout diversifiés suivant les potentialités de notre économie.

Félix Tshisekedi échange avec Mboso et Bahati autour des élections, de la sécurité et du budget. Le Président de la République et les présidents de deux Chambres du Parlement, Christophe Mboso et Modeste Bahati ont échangé des questions sécuritaires préoccupantes dans l'Est du pays et dans le Mai-Ndombe, Kwilu et Kwango, de la session budgétaire, avec la spécificité sur les élections de 2023 et « d'un accent sur le social ». Ils ont aussi évoqué la situation de la compagnie aérienne Congo Airways, de l'agriculture et de l'environnement.

Bintou Keita salue les efforts pour établir le cadre légal et les conditions pour la bonne tenue des scrutins, vendredi 30 septembre devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Outre la promulgation de la loi électorale, elle a particulièrement salué la mise en place de cadres de concertation avec les femmes, les jeunes, les partis politiques et la société civile, et les préparatifs pour le lancement de l'enregistrement des électeurs en décembre prochain. Devant les membres du Conseil de sécurité, elle a aussi souligné que le projet de budget était en augmentation d'environ 32% par rapport à 2022 et y a vu le résultat des bonnes performances de l'économie et de collectes fiscales record, qui témoignent de progrès significatifs en matière de gouvernance financière et de

redevabilité, avec l'entrée en fonction de la Cour des comptes du pays. L'adoption de ce budget devrait permettre d'accélérer la mise en œuvre du programme de développement des 145 Territoires et de doter la Commission électorale nationale indépendante (CENI) des moyens nécessaires, a-t-elle relevé. La Représentante spéciale a souligné le caractère stratégique de la loi de programmation militaire 2022-2025, estimée à 1 milliard USD par an, que le Parlement doit examiner. Cet instrument est essentiel pour permettre la montée en puissance des Fardc et mener à bien les réformes du secteur de la sécurité, deux éléments fondamentaux pour répondre aux défis sécuritaires que connaît le pays, notamment dans l'Est, où les groupes armés continuent de commettre des actes de violence contre les civils. La plupart des abus sont perpétrés par la Codeco, les ADF) et le M23 en Ituri et au Nord-Kivu, tandis que les groupes Maï-Maï et d'autres milices ont intensifié leurs attaques contre les civils au Sud-Kivu, a-t-elle expliqué.

Cette insécurité contribue aux violations des droits de l'homme et a « aggravé une situation humanitaire déjà désastreuse », a déploré Mme Keita, qui a estimé à 27 millions le nombre de personnes nécessitant une aide humanitaire, et pour beaucoup d'entre eux, une protection. Signe de la détérioration de la situation, l'augmentation des déplacements internes depuis janvier 2022, qui a porté le nombre total de personnes déplacées à 5,5 millions - le plus grand nombre de cas en Afrique. La cheffe de la Monusco a de plus condamné fermement les attaques contre les travailleurs humanitaires, qui ont atteint leur plus haut niveau depuis le début de l'année au cours du mois de juillet, avec 34 incidents enregistrés. Elle a aussi appelé les donateurs à poursuivre leur soutien au Plan de réponse humanitaire 2022 pour la RDC, qui n'a reçu que 37% du 1,88 milliard de dollars requis.

Le coordonnateur humanitaire appelle à la prise de mesures urgentes pour enrayer l'escalade de la violence au Mai-Ndombe et Kwilu. « Des violences communautaires ont éclaté depuis fin juillet à Kwamouth dans la province de Mai-Ndombe. Elles se sont étendues à la province voisine du Kwilu. Selon les autorités provinciales, plus de 35 000 personnes se sont déplacées depuis les provinces de Mai-Ndombe et Kwilu vers plusieurs localités des mêmes provinces, ainsi que vers les provinces voisines de Kwango et Kinshasa ». Plus de 1 400 personnes ont également traversé le fleuve Congo pour trouver refuge en République du Congo. Ces violences ont causé plusieurs dizaines de morts et des centaines de maisons ont été incendiées. « Une meilleure compréhension des causes profondes du conflit facilitera également la recherche d'une solution durable et la mise en place ou le soutien à des mécanismes formels et informels de résolution des différends ».

Le Sud-Kivu exporte au moins 1000 tonnes de café par an. Cette production, qui rapporte plusieurs millions de USD, paraît insignifiante au regard du potentiel de la province et de la qualité de son café. Cette province produit un café arabica « de spécialité », contrairement au café robusta, qui, lui, est ordinaire. Cultivé sur le littoral du lac Kivu et en altitude, sa culture reste essentiellement biologique. Ce qui lui confère un goût et une saveur uniques, très prisés à l'international. La multinationale Nespresso a un projet avec à peu près une dizaine de coopératives dans le territoire de Kalehe, qui lui livre le café.

Sud-Kivu : la Monusco condamne l'attaque de sa base de Minembwe au cours de laquelle un casque bleu a été tué. « Au cours de cette attaque, un casque bleu a été tué par des hommes armés qui s'approchaient de la base après avoir contacté la Monusco pour une reddition ». La Monusco appelle les autorités congolaises à déployer tous les efforts possibles pour que les auteurs de cette attaque odieuse répondent de leurs actes.

Ituri: énormes dégâts matériels après naufrage de 6 bateaux sur le lac Albert. Au total, 60 tonnes de ciment gris et quatre mille deux cents casiers de bière en provenance de l'Ouganda se sont renversés dans l'eau. Arrivés à quelques mètres du lieu d'accostage, ils ont été secoués par un vent violent qui a provoqué cet accident. Aucune perte en vies humaines n'a été signalée. Selon le commissaire lacustre du lac Albert, cet incident constitue une énorme perte pour les opérateurs économiques qui se ravitaillent en Ouganda.

Beni : des écoles et centre de santé fermés à Mamove à la suite de l'insécurité. Les enfants sont sacrifiés, selon lui, et même le centre de santé de Mamove a déjà fermé ses portes depuis plus ou moins trois ans. "La population est en train de souffrir. Elle doit faire au moins 20 km pour aller poursuivre les soins médicaux au niveau de la commune d'Oicha, compte tenu que plusieurs bastions des ADF, qui sont aux alentours de notre localité, ne sont pas encore démantelés".

Beni : 10 morts lors d'une nouvelle attaque des présumés ADF. Selon le coordonnateur de la Nouvelle société civile du Congo, qui parle d'un bilan provisoire, les assaillants se sont attaqués aux cultivateurs dans leurs champs. L'armée dit avoir repoussé l'ennemi, sans donner aucun bilan. Cette situation a provoqué un déplacement massif de la population vers des lieux supposés sécurisés.

Kalemie : la société civile exhorte le gouvernement à rouvrir l'assemblée provinciale. "La province a deux institutions, l'institution Assemblée provinciale et l'institution gouvernement provincial. Aujourd'hui, laisser uniquement le gouvernement provincial sans une institution de contrôle, c'est vraiment une aberration. Le risque, c'est que le développement soit bloqué parce qu'on ne peut pas travailler sans ces deux institutions", redoute le président de la société civile. Il appelle les autorités au niveau national à ne pas s'immiscer dans la gestion des assemblées provinciales ; "dans la mesure où il n'y a aucune disposition constitutionnelle qui donne pouvoir à un quelconque ministre au niveau national de pouvoir s'immiscer dans la gestion des institutions provinciales". Le ministre de l'Intérieur, avait suspendu, jeudi 28 juillet dernier, les activités de l'assemblée provinciale de Tanganyika à la suite des « actes de vandalisme » qui avaient été perpétrés au bureau de cette institution.

Dimanche 2 octobre.

Kongo-Central : pénurie d'eau potable à Luozi depuis plus d'un mois. Durant plus ou moins 45 jours de pénurie d'eau potable, la population recourt aux sources non entretenues et au fleuve pour s'approvisionner en eau.

Elle redoute l'apparition de certaines maladies d'origine hydrique. Le directeur provincial de la Regideso du Kongo-Central, a fait savoir que la panne se situait au niveau des injecteurs de la motopompe qui envoie l'eau vers la cité. Selon lui, sa réparation demande 6 000 dollars américains. 50 % de cette somme sont déjà disponibles.

Kwilu : interdiction des actes de xénophobie à Masimanimba. L'administrateur du territoire de Masimanimba a lancé cette interdiction au lendemain des menaces de la population contre trois jeunes à faciès nilotique dans son entité. Il a expliqué que ces gens, ne sachant s'exprimer en langue du terroir (kikongo et kimbalala), ont été pris comme des infiltrés à cause de leur morphologie et il a également signalé que ces jeunes suspectés ont eu la vie sauve grâce à l'intervention de la police. Il a par ailleurs appelé sa population à la vigilance et à ne pas s'attaquer aux gens à cause de leur apparence physique.

Le territoire de Shabunda non aligné dans le projet STEP2 faute de son enclavement. « Le cas de Shabunda est un peu particulier. C'est un problème lié à l'accessibilité. Puisque nous sommes en train de construire en dur, il sera difficile d'acheminer le ciment à partir de Bukavu pour arriver à Shabunda. Les notabilités de Shabunda sont venues nous voir pour qu'eux aussi soient intégrés dans le projet parce qu'ils ne peuvent pas comprendre qu'on puisse aligner 7 sur 8 et qu'eux soient exclus ». Ils proposent au FSRDC de passer par Kindu (Maniema) pour atteindre leur territoire. Le projet STEP 2 intervient dans le secteur de l'éducation, la santé et l'eau potable.

L'OMS fait don des ambulances médicalisées aux 5 provinces du pays. Ces engins roulants devaient aider les provinces de l'Equateur, Maï-Ndombe, Mongala, Tshuapa et Sud-Ubangi à mener le projet de résilience post Ebola. Acquis sur financement de la Banque mondiale, ces véhicules visent à soutenir des équipes d'interventions rapides et renforcer le système de surveillance et de détection de cette maladie.

Kinshasa : plus de 100 jeunes formés en divers métiers par le COPAM (Centre d'orientation professionnelle et d'apprentissage des métiers) Ils ont bénéficié des formations en informatique, en coupe et couture et autres. L'initiateur de ce projet a souligné « il y a inadéquation entre la formation et le monde de travail, où l'enseignement général est développé en lieu et place de l'enseignement technique et professionnel. Nous devons changer ce système et initier des écoles qui se fondent sur le réel besoin en biens et en services ». Pour sa part, l'Inspecteur provincial principal de l'Enseignement professionnel à Kinshasa, estime que ce projet de formation permettra à la jeunesse kinoise à se prendre en charge, en évitant l'oisiveté, en luttant contre le chômage et le banditisme urbain.

Djugu : 5 morts et 2 blessés dans un éboulement de terre à Gangala. Les victimes sont des jeunes qui se sont introduits clandestinement dans ce site minier pour y extraire des minerais. Ils ont été surpris par une motte de terre qui les a ensevelis pendant que s'effectuait l'opération de bouchage de certains puits d'or par les autorités locales. « Cette décision avait été prise, la semaine dernière, par le Conseil local de sécurité dans le but de lutter contre l'exploitation illicite des minerais dans plusieurs gisements qui présentent un danger pour la population », a expliqué le bourgmestre de Mongwalu. Les corps ont été extraits grâce au concours de la population.

Spoliation de certains sites de l'Etat : Sama Lukonde attend un état des lieux exhaustif dans deux semaines. L'instruction concerne principalement le ministre des Affaires foncières et celui de l'Urbanisme et Habitat. Le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, Daniel Aselo Okito, qui a fait le compte rendu devant la presse a cité les cas de la baie de Ngaliema, du site de PNMLS et de Socopao à Kinshasa. Selon les participants à cette réunion : « La mesure phare, c'est d'interdire l'accès à tous ces sites-là à ceux qui sont en train d'y construire illégalement. Mais le travail de l'état des lieux est recommandé à nos collègues concernés

pour que dans les deux semaines qui viennent, nous puissions savoir où en est-on et que faut-il faire en définitive ».

Greve à l'ESU : une question orale adressée au ministre de l'ESU à l'Assemblée nationale. A travers sa question, le député Ntumba Tshiabola veut également savoir le criterium ayant concouru aux nominations des comités de gestion dans les établissements supérieurs et universitaires et cherche à savoir les raisons de la perception dans des institutions supérieures et universitaires privées d'une somme de 65 USD comme frais de confirmation pour passer d'une promotion à une autre. Depuis plus de deux mois les professeurs, les chefs des travaux, les assistants et les corps académiques et administratifs des Institutions supérieures sont en grève.

La Chine exhorte les groupes armés dans l'Est de la RDC à immédiatement déposer les armes. Ce communiqué est rédigé à l'occasion de l'examen du dernier rapport du secrétaire général de l'ONU sur la situation en RDC. « Ce dernier temps, la situation à l'Est de la RDC est plongée dans l'instabilité. Les conflits violents se sont intensifiés, ce qui a fait de nombreuses victimes parmi les civils innocents et a gravement impacté la paix et la stabilité en RDC et dans toute la région. M. Dai a indiqué que des groupes armés tels que le M23 ont causé un grand nombre des victimes et des millions de personnes déplacées. La Chine soutient la RDC dans ses opérations militaires luttant contre les activités violentes, menées en collaboration avec la Monusco et des pays régionaux. Le maintien de la stabilité politique est la pierre angulaire du développement de la RDC ». M. Dai souhaite que la Monusco s'adapte à la situation et aux attentes du gouvernement congolais et de la population congolaise.

Corneille Nangaa : « L'ennemi numéro un du processus électoral, c'est la méfiance entre les différents acteurs et parties prenantes ». « Pourquoi ne pas entendre la voix de ceux qui préviennent que si l'on décide d'aller aux élections dans les conditions actuelles, on n'aura pas d'élections apaisées et ainsi anticiper les choses? », s'interroge ancien président de la Ceni. Selon lui, un minimum de consensus, dans une approche inclusive est donc indispensable pour garantir des élections libres, transparentes, crédibles, inclusives et apaisées, dans le strict respect de la constitution et des lois de la République. Dans cette tribune de 18 pages, Corneille Nangaa revient sur les contraintes politiques, techniques, logistiques, financiers et sécuritaires auxquels le pays fait face actuellement pour l'organisation des élections de 2023 comme il en était question en 2018.

Beni : interdiction d'accès des civils dans les campements militaires. « Cette mesure est motivée par le fait que tout le monde a été surpris de compter parmi les victimes de l'attaque de la banlieue de Bulongo, une dame civile à six heures du matin. C'est ce qui a poussé les autorités militaires, à savoir le coordonnateur des opérations conjointes et le commandant secteur et évidemment avec le général Kayanja qui est le commandant du contingent de l'UPDF de prendre la mesure d'interdire l'accès aux civils des camps militaires », a expliqué porte-parole des opérations conjointes. Il rappelle que les positions militaires sont des lieux stratégiques.

Lundi 3 octobre.

Kinshasa : ouverture ce lundi des travaux de la PRECOP 27. Plus de 64 ministres ayant en charge les questions de l'Environnement et du Climat, venus du monde entier, prendront part aux assises sur la PRECOP 27, qui s'ouvrent ce lundi 3 octobre à Kinshasa. Cette rencontre de trois jours permettra aux participants de donner des orientations sur les différentes thématiques qui constitueront l'agenda des débats lors de la COP27, prévue en novembre prochain, à Charm El-Cheikh, en Egypte. Ce forum va plancher notamment l'adaptation aux impacts climatiques, la finance climat, les pertes et dommages sur l'environnement, mais aussi sur des questions relatives à la mobilisation des ressources nécessaires devant permettre au Bassin du Congo de prendre une part active dans la transition énergétique, pour son développement vert et la création d'emplois pour les jeunes. **Eve Bazaiba : « Tout investissement dans la protection des forêts ne doit plus jamais être envisagé comme une aide au développement, mais plutôt comme un investissement dans le système climatique mondiale, qui en réalité est un bien commun à toute l'humanité »**, a indiqué vice-Premier ministre en charge de l'Environnement et Développement durable. Elle s'exprimait à l'ouverture de la PRECOP 27 ce 3 octobre à Kinshasa. Elle estime que cette rencontre est une opportunité pour exprimer un certain nombre de préoccupations en rapport avec la préservation du patrimoine forestier congolais. Au nombre de ces préoccupations, elle a appelé le monde entier à songer, par exemple, aux gardiens de forêts, car en tant que tel, ils ont droit à une rémunération. Du côté des pays pollueurs, a indiqué l'Ambassadeur des Pays-Bas et représentant du Groupe des Bailleurs, le développement des populations riveraines constitue une urgence. Au total, 334 personnes participent à cette rencontre.

Une force mixte ICCN-FARDC-PNC déployée à Nzulo pour empêcher l'envahissement du parc des Virunga. Le déploiement de cette force mixte fait suite à la requête des dirigeants du parc, qui décrient ces

derniers mois, l'invasion de cette aire protégée par des personnes se disant autochtones de la zone. C'est depuis le 30 septembre dernier que 125 éléments sont stationnés sur toute l'étendue de Nzulo avec pour mission d'assurer la permanence pour veiller à contrer l'envahissement des terres appartenant au parc. Cette force est chargée d'empêcher ainsi l'exercice de toute activité contraire à la conservation de la nature dans cette région Sud-Ouest du parc, située dans le territoire de Masisi. Ils vont empêcher la construction des maisons, la vente des parcelles et par la même occasion interdire les activités champêtres et l'exploitation du sable.

Tension dans le grand Bandundu : l'ONG AJR sensibilise les élèves contre la haine tribale. Lors de cette rencontre, le coordonnateur de l'Association des jeunes responsables, a appelé ces jeunes élèves à accepter tous les compatriotes et à se conformer à la constitution du pays : "Aujourd'hui, la haine tribale a gangrené notre société, la haine tribale a causé tant de morts. Aujourd'hui, nous vivons les atrocités qui règnent entre les peuples Teke et Yaka. Alors, nous avons voulu sensibiliser en amont les jeunes, pour qu'ils comprennent que la constitution protège les Congolais dans ses articles 30 et 66 : tout Congolais est libre d'habiter sur n'importe quel sol congolais". Il appelle ainsi les élèves à se conformer à la loi et éviter toute manifestation de haine.

Irumu : 14 personnes tuées dans une attaque des ADF à Kyamata et 36 maisons incendiées. Plus de 200 ménages ont fui cette attaque dans les entités voisines autour de Boga, où il y a la présence des Fardc et de l'armée ougandaise. Ces rebelles ont également kidnappé une dizaine de personnes dont le sort n'est pas jusqu'à présent connu.

Les ADF tuent 8 personnes lors d'une nouvelle attaque au sud d'Irumu. Les forces conjointes FARDC et armée ougandaise ont lancé l'assaut contre ces assaillants. Cette intervention des forces mutualisées a obligé ces ADF à se retirer de la zone où une accalmie s'observe depuis dimanche soir. Certains habitants ont commencé à regagner leurs milieux d'origine.

Tanganyika : le pont Nyemba permet de désenclaver la quasi-totalité des territoires. L'Office des routes a réceptionné vendredi 30 septembre le pont Nyemba jeté sur la rivière Lukuga à environ 100 km de Kalemie. Sa mise en service facilite le désenclavement et relie la quasi-totalité des territoires de la province du Tanganyika. Il s'agit de Kalemie, Nyunzu, Kongolo, Kabalo et Manono. Long de 136 mètres, l'ouvrage a été construit par l'Entreprise générale Malta Forrest en six ans, pour un coût de 14,500 USD.

Kongo-Central : les habitants de Kimbongo sans abris après la vente de leur village. Près de trois mille ménages vivant dans les villages environnants n'ont plus accès à leurs champs. Ces derniers ont subi une décision judiciaire ayant abouti à leur délogement, après l'achat de tout leur village par un tiers. Selon deux élus nationaux de Mbanza-Ngungu, 90 hectares de terres que comprend le village Kimbongo et ses vestiges ont été achetés par une tierce personne. En effet, un conflit foncier opposait depuis des lustres deux familles habitant ce village. C'est après le procès que la partie gagnante a vendu ses terres. Les élus de Mbanza-Ngungu, qui ont fait le déplacement de ce village dimanche 2 octobre, jugent inadmissible le délogement de tout un village. Ils exigent la surséance pure et simple de cette décision judiciaire. Les hommes de main de cet acheteur ont incendié vingt-six maisons et tout ce qui s'y trouvait dans les villages Kilumbu et Lufulu, situés en amont du grand village Kimbongo.

Sud-Kivu : un militaire brûlé vif par la population à Kamanyola. Selon la société civile locale, des barricades sont érigées sur la route menant vers les escarpements de Ngomo et vers la frontière congo-rwandaise de Kamanyola. Cette manifestation publique fait suite à un cas de vol survenu cette nuit chez un jeune homme dans un quartier de ce groupement. La victime a été blessée par balles tirées à bout portant après avoir été dépouillée d'une somme importante d'argent et d'autres biens de valeur. La population de Kamanyola indexe les militaires des Fardc nouvellement affectés dans cette zone d'être des présumés auteurs de ce vol. L'un des bourreaux, tombé dans un ravin pendant la fuite, a été récupéré par les manifestants avant d'être brûlé vif. Ses deux autres complices se seraient retirés dans le camp militaire, en tirant des balles réelles pour se camoufler.

Beni : une attaque de présumés ADF à Beu Manyama fait au moins 11 morts. Ces assaillants ont fait cette incursion vers 17 h, à plus ou moins 20 km d'Oicha, chef-lieu du territoire de Beni. Ces ADF seraient venus de la province de l'Ituri à partir de la rivière Samboko. C'est alors qu'ils ont abattu huit civils sur place avant d'en exécuter trois autres qu'ils ont enlevés peu avant leur fuite. Les Fardc sont intervenues et au cours des combats, l'armée a réussi à neutraliser trois rebelles ADF/MTN et récupérer deux armes de guerre du type AK 47.

Le gouvernement veut doter le pays des logements sociaux. Le ministre d'Etat en charge de l'Urbanisme a également exprimé la volonté du gouvernement d'initier divers projets de résilience dans toutes les villes du pays. « Toutes les villes bénéficieront de nos interventions grâce au financement des partenaires internationaux,

dont l'association internationale de développement, la société financière internationale du groupe de la Banque mondiale, l'agence Française de développement et la JICA, à travers divers projets de résilience urbaine qui vont améliorer les infrastructures et fournir les services de base, eau et électricité aux établissements humains ». Il se propose en outre d'élaborer des plans urbains de référence d'assainissement et un programme urgent de lutte contre les érosions. En RDC, cette journée mondiale de l'habitat est placée sous le thème : « Un habitat décent pour tous ».

Masisi : la société civile s'inquiète du recrutement des jeunes par des groupes armés à Bafuna. La coordination territoriale de la société civile et le conseil territorial de la jeunesse de Masisi, précise que la coalition des groupes rebelles du Collectif des mouvements pour le changement (CMC), de l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS), des Nyatura et du Nduma Defense of Congo-Renové (NDC-Rénové), enrôlent de force des jeunes avant de les concentrer dans le village de Luhinzi, choisi par ces leaders rebelles comme centre d'entraînement et de recyclage de ces jeunes recrues. La société civile ainsi que le conseil territorial de la jeunesse exigent des opérations militaires dans ces secteurs où ces rebelles font impunément la loi.

Mambasa : 2 morts lors d'une attaque de Codeco à Putulu, une localité minière, et trois blessées. Sept orpailleurs ont également été enlevés par ces miliciens lors de cette attaque. Ces miliciens ont été traqués par l'armée qui a réussi à récupérer quatre otages. Cependant, le mouvement des populations dans la région a repris.

Goma : un conflit foncier à l'origine des troubles autour du Campus du Lac. Des tirs de sommation ont ainsi été entendus, inquiétant les habitants du quartier. Les étudiants contestaient le fait que le Centre médical des médecines avancées au Kivu (CIMAK), voisin au campus, aurait interdit la construction des cliniques universitaires dans un espace situé derrière le Campus. Le Centre hospitalier et le Campus du Lac se disputeraient cet espace depuis quelques mois.

Butembo : les personnes voulant ériger un bâtiment appelées à se référer aux spécialistes, ont indiqué les participants au colloque d'architecture organisé ce 3 octobre par les étudiants de l'Institut du bâtiment et des travaux publics (IBTP)/Butembo, à l'occasion de la célébration de la journée internationale de l'architecture et de l'habitat. Dans son exposé, qui a porté sur l'architecture et son approche multidisciplinaire, l'architecte Paluku Malembe Lazare a rappelé la responsabilité de tout un chacun dans la lutte contre les constructions anarchiques qui aboutissent de fois à l'écroulement des maisons : « Avant toute construction, consultez l'architecte et surtout celui inscrit sur l'ordre national ». Le chef de la division unique à la mairie de Butembo, qui a représenté l'autorité dans ce colloque, a salué ces genres d'initiatives qui permettraient, d'après lui, à lutter contre des drames :

Kasai-Central : une tête d'érosion menace de couper le chemin de fer à Demba. Après une tête d'érosion qui a coupé la ligne au niveau de gare de Bena Leka, dans le territoire de Demba, une autre s'est fait signaler à 3 Km du lieu. Le coordonnateur territorial de la société civile craint une crise en produits agricoles avec des locomotives qui ne peuvent pas atteindre facilement la ville de Kananga. « Une tête d'érosion qui date de longtemps. Et puis avec les pluies diluviennes qui se sont abattues ces derniers temps, elles ont fait avancer cette tête d'érosion. C'est ainsi que le chemin de fer a été touché. Il n'y a pas longtemps qu'une locomotive voulait passer à cet endroit a échappé à un accident ».

Butembo : six blessés et des dégâts matériels lors de l'explosion d'une bombe artisanale, dans une salle de cinéma implantée dans la commune de Kimemi, ville de Butembo. Les blessés ont été acheminés aux cliniques universitaires du Graben de l'UCG pour leur prise en charge. Le commandant urbain de la police parle d'une probable infiltration des inconnus dans la ville. Il fait un rapprochement avec les deux grenades artisanales qui ont été découvertes la soirée de dimanche dernier au quartier Kyaghala dans la commune Bulengera. Le commissaire supérieur principal appelle la population non seulement à la vigilance mais également à la prudence afin de permettre à son service « d'exercer pleinement sa fonction de sécurisation de la population et de ses biens ».

Lundi 4 octobre.

Félix Tshisekedi nomme le général Christian Tshiwewe chef d'état-major général des Fardc. Il est né le 27 octobre 1968 à Lubumbashi. Désigné commandant de la 10ème brigade Mura à Kinshasa en 2003, il est nommé commandant du 13ème régiment de la Garde républicaine à Lubumbashi, de 2007 à 2011. De retour à Kinshasa dès 2011, il est désigné commandant second en charge des opérations et renseignements de la garde républicaine de 2014 à 2020, jusqu'à ce que Félix Tshisekedi l'élève au grade de général major.

L'activisme politique de l'Église catholique est concentré sur les élections (Rapport). Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) a publié lundi 3 octobre un rapport intitulé : « l'Église catholique en RDC : au milieu du village ou au cœur de la contestation » ? Le rapport de GEC met l'accent sur l'activisme politique de l'Église catholique congolaise – concentré essentiellement aux droits politiques – et sur ses propres défis de démocratie en interne. « L'Église catholique est un acteur important de la sphère politique congolaise. De la Conférence nationale souveraine aux protestations autour du processus électoral entre 2015 et 2018, en passant par la redynamisation d'une opposition politique affaiblie par les pratiques de débauchage et de corruption, elle a joué un rôle crucial dans la lutte pour la démocratie dans le pays, à travers notamment la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) et le Comité laïc de coordination (CLC) », rappelle le rapport. Le directeur du GEC, présente l'Église catholique comme « le socle des mouvements de protestation au Congo depuis au moins 1992, une autorité morale et un réseau de mobilisation ». « Nous soutenons également que la décentralisation de l'Église catholique en RDC fait partie de ses obstacles internes sur le plan démocratique. Elle ne lui permet pas toujours de faire émerger un point de vue commun et cohérent entre les évêques. Aussi faudrait-il ajouter la problématique de la redevabilité au sein de l'Église, ses dirigeants n'étant pas élus par des paroissiens et ne rendant qu'exceptionnellement compte à ces derniers. L'Église s'est concentrée de manière relativement étroite sur les élections, négligeant d'autres questions importantes, et doit travailler davantage pour être plus transparente et redevable à ses membres ».

Les USA et la RDC pour un équilibre entre la conservation des forêts et la création d'emplois. Cet engagement a été pris au cours d'une séance de travail, le 3 octobre à Kinshasa, entre l'envoyé spécial du Président américain pour le climat et le vice-premier ministre de l'Environnement et Développement Durable, Eve Bazaiba.

Au cours de cette rencontre, tenue en marge de l'ouverture de la Pré-COP27, la discussion a porté sur le leadership mondial de la RDC en matière de la conservation de la nature, a poursuivi John Kerry. **Les leaders religieux peaufinent un plan stratégique sur la sécurité environnementale à proposer à la Pre-COP 27.** Les leaders religieux congolais membres de l'Initiative Interreligieuse pour les forêts tropicales (IRI), sont convaincus que le changement climatique observé dans le monde est dû à la mauvaise gestion de la forêt et des ressources naturelles. Cette conviction les a motivés à travailler, ce 3 octobre au cours d'un atelier à Kinshasa, sur un plan stratégique de la justice climatique et de la sécurité qu'ils comptent proposer à la Pre-COP27 qui se tient du 3 au 5 octobre 2022 en RDC. Le pasteur Eric Senga de l'Eglise du Christ au Congo (ECC) a précisé « les confessions religieuses ont un plan global et stratégique de la contribution à la question de la justice climatique et à la gestion de sécurité environnementale. C'est l'occasion pour nous d'insister sur le fait que notre engagement en tant qu'institutions ecclésiastiques ne se limite pas dans un domaine quelconque. C'est un engagement global de la vie nationale et de la sauvegarde de notre patrimoine commun qui est l'humanité ».

Pré-COP 27 : le député provincial Kihangi plaide pour l'intégration de Walikale dans l'unité de gestion de crédit carbone. Plus de 50% des 23 475 Km² de superficie de cette entité du Nord-Kivu, est constituée de forêts réparties sur deux parcs nationaux à savoir Maïko et Kahuzi Biega, ainsi qu'une dizaine de concessions forestières des communautés locales (CFCL). Cette étendue de forêts classe Walikale sur une position de choix dans la contribution à la lutte contre le réchauffement climatique en RDC. **Pré-COP 27 : les Chefs d'Etat appelés à sécuriser des terres des communautés afin de développer des terroirs.** Les délégués d'une centaine de mouvements communautaires, organisations de la société civile et de jeunesse de plus de 23 pays africains regroupés au sein de « Caravane Africaine pour le climat » ont présenté le 4 octobre leur déclaration commune. La caravane réclame aux parties prenantes de l'accord de Paris, d'exiger avant la COP27, aux pays riches de s'engager à respecter leur promesse de longue date de fournir et de mobiliser 100 milliards USD par an de 2020 à 2025. Ils doivent donc notamment s'engager à augmenter les financements publics et expliquer comment ils vont compenser les déficits accumulés au cours de la période 2020-2025 avant d'atteindre le niveau de 100 milliards USD. La caravane réclame la mise en place d'un mécanisme de financement des pertes et dommages pour faire face aux impacts climatiques dévastateurs subis par les pays vulnérables au climat et les communautés pauvres.

Kinshasa : pénurie d'eau potable dans certains quartiers de Ngaliema. Dans certaines parties de Ngaliema, des coupures d'eau sont enregistrées tous les jours. Tandis que dans d'autres, comme Binza Delvaux, les habitants viennent de passer près d'un mois sans que rien d'intéressant ne coule de robinets. Ces derniers disent souffrir de cette situation. Du côté de la Regideso, celui qui assume l'intérim du directeur provincial, affirme que l'entreprise a connu des fuites importantes sur son réseau. Il réitère aussi la promesse de la Regideso de finaliser la construction de l'usine de Binza Ozone avant la fin de 2022.

Butembo : la police présente des bandits et un Mai-Mai arrêtés. « Il y a trois voleurs à mains armées et un milicien Mai-Mai. Lors de l'attaque de la base de la Monusco le 26 juillet dernier, ce monsieur était aperçu dans le groupe muni d'une lance. Curieusement, on l'a surpris en train de sensibiliser et scarifier les jeunes sur l'avenue Ngulo. Quand on l'a arrêté, on a même trouvé une arme AK47 plus cartouches et des gris-gris. Il vient

ainsi pour sensibiliser les jeunes à intégrer des groupes Mai-Mai, dans le but de troubler la quiétude de la ville. Alors que l'armée est en train de recruter des jeunes gens pour intégrer les forces loyalistes, mais lui, il veut gonfler le nombre des Mai-Mai».

Tension à Kamanyola: toujours pas de compromis entre manifestants et conseil de sécurité locale. Les discussions entamées par les autorités locales de Kamanyola pour faire baisser la tension n'ont pas abouties. « La réunion vient de se terminer en queue de poisson. La population sollicite toujours le départ des militaires et la présence d'un délégué soit du gouverneur, soit de l'administrateur du territoire pour déposer leur mémorandum. C'est ce qui bloque le processus. On a commencé la réunion à 9h, jusqu'à présent à 16h [lundi] on n'a pas encore trouvé une solution », a expliqué le chef de groupement de Kamanyola. Selon lui, la route est toujours bloquée à partir du pont Kamanyola, jusqu'à la frontière avec le Rwanda. La route Gomo reste également barricadée.

Nord-Kivu : tracasseries sur la route Goma-Sake. La barrière de Mubambiro, à une trentaine de km de Goma, à l'entrée de la cité de Sake, est transformée en lieu de rançonnement et des multiples tracasseries. Les agents des services de sécurité affectés à ce poste de contrôle s'adonnent notamment à des fouilles non justifiées sur les passants. A plusieurs reprises, les membres du gouvernement provincial sont intervenus pour limiter le nombre des services de sécurité et renseignement à ce poste de contrôle mais un en vain.

Maniema : environ 20 villages de Kabambare vidés de leurs habitants. Le président des ressortissants des Bangubangu base Lulindi vivant à Kindu « je voudrais seulement demander à mes deux frères les Mai-Mai, dirigés par papa Kabala et l'autre camp de Monsieur Mandevu, de cesser les hostilités, de cesser de se battre. Privilégions la paix entre nous, parce que je sais que nous tous nous sommes des frères, nous sommes des frères nous devons privilégier le dialogue et non pas les affrontements ». Selon lui, la population locale vit les affres de ces affrontements, qui ne font que reculer le développement du milieu. Leurs conditions de vie sont « déplorables à ce jour. C'est pourquoi nous demandons de venir en aide pour que nos frères soient vraiment assistés ».

Uvira : paralysie d'activités à la suite d'une journée ville morte. Tous les commerces, boutiques, marchés, les banques et les écoles sont fermés. Aucun véhicule transport en commun ni moto n'est observé sur les artères principales dans la ville et le territoire d'Uvira (Sud-Kivu) ce mardi 4 octobre. Cette situation fait suite à la journée ville morte décrétée par la société civile locale. Cette journée vise à « amener le gouvernement congolais à appuyer les Fardc pour faire libérer Bunagana, dénoncer le comportement du Rwanda qui appuie le M23 qui occupe cette cité du Nord-Kivu, fustiger la déclaration du Secrétaire général de l'ONU qui évoquait le manque de moyens militaires conséquents de l'ONU face à ce mouvement rebelle ». Cette journée ville morte n'a pas été autorisée par le maire ni l'administrateur du territoire d'Uvira. Jusque ce mardi à midi, aucun incident majeur n'était signalé.

Tension dans le grand Bandundu : 22 présumés meurtriers des chefs coutumiers aux arrêts. Ils seront bientôt déférés devant l'autorité judiciaire pour répondre de leurs actes. « Il s'agit des assaillants qui ont participé à tuer les chefs Fadiaka et Bukusu. On a dépêché les militaires pour aller les appréhender. Ce sont des assaillants qui étaient de l'autre côté de Mai-Ndombe et qui voulaient juste transporter le conflit ici chez nous dans la province du Kwilu ». Les militaires et policiers, dépêchés sur place, ont mis la main sur certains d'entre eux. Partie d'un présumé conflit foncier entre peuples Teke et Yaka à Kwamouth au Mai-Ndombe, la tension a affecté d'autres provinces de l'ex-grand Bandundu. Elle a fait plusieurs morts, des dégâts matériels et des milliers des déplacés.

Goma: un pasteur aux arrêts pour une affaire de kidnapping d'enfants. Ce leader de l'une des églises de réveil de Goma a été interpellé, depuis vendredi dernier, par le commissariat urbain de la police. Il est cité dans un dossier de kidnapping d'enfants. Les responsables de l'auditorat de garnison de Goma indiquent qu'un mandat d'arrêt provisoire a été signé par le procureur pour le garder à la prison centrale.

Kalemie: le maire déclare l'épidémie de choléra, après 70 cas enregistrés. Le maire de Kalemie indique qu'il faut référer les malades au centre de traitement dès les premiers symptômes et appelle la population à observer les règles d'hygiène « d'éviter de se baigner dans la rivière Lukuga pour éviter les maladies des mains sales ».

Nord-Kivu : relance de la culture du blé à Lubero, 20 ans après. L'ONG International center for peace and environment protection by peasant communities, (ICPEP), vient relancer, depuis six mois, la culture du blé, après une vingtaine d'années d'interruption de cette culture dans la région. Plus de 20 nouvelles variétés de blé sont expérimentées et multipliées, dans l'objectif de la relance de cette culture à grande échelle dans la province du Nord-Kivu. Environ 2500 tonnes de blé étaient produites par an, par la population de Lubero et de Beni et

commercialisées à la Minoterie du Nord-Kivu basée à Lubero. Cette usine avait la capacité de transformer 150 sacs de 45 kgs de la farine de blé par jour. Vue sa production à petite échelle, cette quantité n'était pas destinée à l'exportation à grande échelle. Vers 2000, la population a abandonné cette culture à cause de l'insécurité.

Pour Rita Bola, la tension dans le grand Bandundu "menace" la ville de Kinshasa. « La sécurité de la ville-province de Kinshasa est menacée par le conflit dans le Kwamouth. Les autorités congolaises devraient prendre des mesures idoines pour maîtriser ce conflit », a alerté Rita Bola, gouverneure de Mai-Ndombe, lundi 3 octobre, à la suite des échanges avec le président de l'Assemblée nationale. De son côté, le gouverneur du Kwango estime que cette situation a été provoquée : « les Teke et Yaka cohabitaient pendant des siècles. Aujourd'hui, les deux peuples se font la guerre, il y a bien une raison. Après avoir écouté les chefs coutumiers Teke, des points ont été identifiés : la hausse de la redevance coutumière. Le fait d'augmenter la redevance coutumière a entraîné automatiquement la révolte des Yaka. C'est un problème qu'on devait régler à l'amiable ».

Beni : le bilan de l'attaque des ADF à Beu Manyama passe de 10 à 13 personnes tuées. Selon le président de la société civile de la localité de Mamove qui dresse ce bilan après fouille, outre les pertes en vies humaines, des dégâts matériels importants ont été enregistrés, notamment, une dizaine des maisons incendiées par les assaillants. Il salue l'intervention des FARDC venues pour repousser l'ennemi et limiter les dégâts.

Mambasa : 7 radios équipées pour changer le comportement des autochtones dans la réserve de Faune à Okapi. D'après l'ONG Search For Common Ground ces instruments vont contribuer à la recherche de la paix dans cette entité. Cette action s'inscrit dans le cadre du projet : « Msitu wetu, Umulele wetu », (notre forêt, notre futur). Deux chaînes de radio ont aussi reçu des motos pour leur mobilité et cinq autres des générateurs. Tous ces médias ont été également dotés d'enregistreurs, de microphones ainsi que des ordinateurs. Ce matériel va aussi être utilisé pour lutter contre les messages de haine, faire taire les conflits autour de la réserve de Faune à Okapi (RFO).

Ituri : 12 personnes tuées par les ADF en un mois à Irumu et Mambasa. Ces chiffres sont contenus dans le rapport du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH) publié le 3 octobre à Bunia. Cependant, dans le territoire de Djugu, on signale le retour des populations dans plusieurs localités dû à l'accalmie relative observée depuis environ deux mois.

Bukavu : les malvoyants plaident pour l'assistance dans l'apprentissage des métiers pour leur autonomisation. « Nous vivons de la mendicité, parce que le gouvernement congolais ne pense pas aux malvoyants et les handicapés physiques. Nous vivons difficilement, nous manquons même à manger. Ainsi nous demandons la formation en métiers comme l'apprentissage de tissage de corbeilles, de paniers, la formation en écriture braille surtout pour les enfants. Il faut que les enfants malvoyants puissent aller à l'école ».

Tshopo : les enseignants d'Opala attendent toujours leur salaire des mois d'août et de septembre. Pour les enseignants de l'EPST à Opala, la Caritas diocésaine d'Isangi est à l'origine de leur calvaire. Leur porte-parole, exhorte l'Etat congolais à décharger cette structure de paie de cette responsabilité au profit d'une autre agence.

« **Les enseignants d'Opala n'ont pas encore reçu leur salaire du mois d'août.** Comment est-ce que ces gens vont vivre pendant qu'ils ont des charges, qu'ils ont des responsabilités ? Nous réclamons que l'Etat puisse ravir la Caritas la paie des enseignants d'Opala et de le remettre même à la Rawbank comme nous le sollicitons ». Pour sa part, le coordonnateur de paie du diocèse d'Isangi, l'abbé Boniface Baniele, explique les retards enregistrés par l'arrivée tardive des fonds dans son compte et aux difficultés de leur déploiement aux différentes destinations.

Mercredi 5 octobre.

La RDC continue à améliorer ses pratiques dans le domaine des droits de l'homme (Bintou Keita). Concernant le dispositif législatif, Bintou Keita, la cheffe de la Monusco, a cité la promulgation de deux lois importantes portant sur les des droits des personnes vivant avec handicap et sur la protection des droits des peuples autochtones. Elle a aussi indiqué que la mission qu'elle dirige avait continué d'appuyer les autorités nationales pour la mise en œuvre du processus de justice transitionnelle. Si de solides avancées ont été enregistrées depuis le précédent dialogue au Conseil, a relevé Mme Keita, la situation continue cependant d'être préoccupante ; en particulier en raison de la persistance de l'insécurité dans l'est du pays. La résurgence du M23 et la persistance des attaques des Forces démocratiques alliées (ADF) au Nord-Kivu et de la Codeco en Ituri sont autant de situations qui continuent de poser des défis considérables. D'autre part, « alors que nous continuons de soutenir les efforts des autorités dans le domaine de la protection des civils et de la neutralisation des groupes armés, des questions légitimes sont posées sur l'efficacité des actions de la Mission ». Une analyse froide et

objective devait permettre d'améliorer les interventions en faveur des populations civiles. Les manifestations violentes enregistrées depuis le mois de juillet – et qui ont causé la mort des civils et du personnel de la Mission – sont une des conséquences directes des discours de haine, de l'appel à la violence et à l'hostilité, a indiqué Mme Keita. « **La RDC est engagée dans la promotion des droits de l'homme dans une approche holistique** » a déclaré le ministre des Droits humain, lors de son allocution, le 4 octobre à la 51^{ème} session du conseil des droits de l'homme à Genève en Suisse. Pour y parvenir, des textes importants ont été élaborés : il s'agit de la proposition de loi sur l'accès à l'information, de la loi portant protection des défenseurs des droits de l'homme, de la proposition de loi sur les manifestations publiques, ainsi que de lois importantes pour l'application effective de la justice transitionnelle, y compris le décret portant création d'un Fonds national des réparations en faveur des victimes de violences sexuelles et autres crimes graves de droit international et du droit international humanitaire.

Vente des blocs pétroliers en RDC : John Kerry exprime ses craintes. « L'exploitation des ressources naturelles ne peut pas se faire concurremment à la création d'emplois, a de bonnes politiques économiques, au renforcement de l'économie... », a souligné l'Envoyé spécial du Président américain pour le Climat, qui participe aux travaux préparatoires de la 27^{ème} conférence annuelle de l'ONU sur le climat (COP27) sous la présidence de l'Egypte. Elle aura lieu à Sharm El-Sheik du 6 au 18 novembre 2022. **Crédit-Carbone : le Brésil, l'Indonésie et la RDC font bloc (Eve Bazaiba)** « La RDC se retrouve aussi au même diapason de la stratégie de revendiquer les droits de nos populations, pour avoir une position commune sur le prix de la tonne de carbone. Parce que, à partir de là, ça peut nous donner (la possibilité) – nous les pays nantis en termes de l'environnement – d'aider les autres pays qui n'ont pas de couverts forestiers comme nous », a expliqué la ministre de l'Environnement et Développement durable.

La RDC pourra abriter la première usine de fabrication des batteries électriques en Afrique. Le gouvernement de la RDC et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, (CEA) vont accélérer l'opérationnalisation de la Zone économique transfrontalière où sera installée la première usine de fabrication des précurseurs des batteries électriques. Cet engagement a été pris ce 4 octobre à Addis-Abeba, lors du 2e forum panafricain sur l'exploitation minière. Les participants à ce forum ont partagé leurs expériences sur le projet panafricain de l'industrie des batteries électriques, piloté par la RDC. La RDC a déjà mis un site à disposition. Ce projet panafricain de l'industrie des batteries électriques sera au cœur du sommet sur l'industrialisation et la diversification économique de l'Union africaine qui se tiendra à Niamey au Niger, du 20 au 25 novembre 2022.

Kwilu : un couvre-feu décrété à Bulungu. L'administrateur du territoire a levé cette option pour sécuriser ses administrés, en cette période d'insécurité due au conflit entre les Teke et les Yaka dans le territoire de Kwamouth (Mai-Ndombe). Il motive sa décision par la dernière incursion des assaillants au territoire voisin de Bagata. Il a appelé sa population au calme, à la vigilance et également à dénoncer tout mouvement suspect.

Djugu : les miliciens URDPC/Codeco accusés d'avoir tué 7 orpailleurs à Lisey. Ces victimes orpailleurs auraient refusé d'être enrôlés par force dans cette milice et de payer chacun 1000 USD de rançon pour leur libération. Les mêmes sources rapportent que ces miliciens dirigés par le général autoproclamé Kadogo soumettaient ces victimes à des travaux forcés et des actes dégradants avant de les tuer. Des notables de la région minière de Kilo demandent que le crime de ces miliciens ne reste pas impuni.

Beni : le député Ngahangondi encourage les Fardc à relancer la traque des ADF. « Huit ans de massacre en territoire de Beni, c'est trop, les vraies opérations de traque des rebelles s'avèrent urgentes », a déclaré cet élu de Beni. Il estime que l'armée nationale devra cesser de jouer à la défensive face aux rebelles ADF et regretter de voir « les militaires déployés dans ce territoire sans moyens pouvant leur permettre d'imposer la paix ».

Sud-Kivu : reprise d'activités à Kamanyola, après 2 jours des manifestations publiques. Les jeunes en colère avaient barricadé l'artère principale sur une distance de 7 km entre le pont Kamanyola et la frontière congo-rwandaise, demandant la relève d'une nouvelle unité des Fardc qui venait d'être déployée dans ce groupement. D'après le chef local, la situation a été décantée par la présence du commandant de la 33e région militaire des Fardc. Le dernier soldat de l'unité des Fardc incriminé dans l'agression du jeune commerçant de Kamanyola s'est retiré ce mercredi. Une nouvelle unité de l'armée l'a remplacée.

Beni : 8 avenues assainies grâce aux travaux du Fonds social de la RDC. Ces travaux consistent notamment à l'évacuation des poubelles et l'élimination des borbiers qui jonchaient ces artères de la ville. Certains habitants des communes de Mulekera et Beu se disent satisfaits de ces travaux du Fonds social de la RDC (FSRDC). La population de Beni souhaite qu'à travers son projet, le FSRDC construise des ponts et d'autres

caniveaux pour lui faciliter la circulation. Le projet STEPP II du FSRDC emploie environ 7 500 personnes à raison de 250 personnes à travers les 30 quartiers que compte la ville de Beni.

Bukavu : deux officiels britanniques s'imprègnent du modèle de prise en charge holistique des survivantes des violences sexuelles à Panzi, en prévision de la conférence internationale sur la prévention de la violence sexuelle dans les conflits qui se tiendra à Londres(Grande-Bretagne). Le ministre d'Etat et envoyé spécial du Premier ministre britannique pour la prévention des violences sexuelles dans les conflits, Lord Ahmad de Wimbledon et la comtesse Sophie de Wessex ont apporté aussi un message de réconfort à ces survivantes et leur ont assuré de l'accompagnement du gouvernement britannique, dans la lutte contre les violences sexuelles dans l'Est de la RDC. La conférence internationale sur la prévention de la violence sexuelle dans les conflits tiendra en novembre 2022 à Londres. Elle réunira des responsables des pays du monde, des groupes internationaux, des communautés religieuses et des survivants de violences sexuelles.

L'ONG IRI-RDC appelle à des mesures concrètes pour endiguer la déforestation. Dans sa déclaration Mgr Donatien Nshole, président de l'Initiative interreligieuse pour les forêts tropicales en République démocratique du Congo (IRI-RDC), insiste particulièrement sur les besoins des femmes dans la mise en place des stratégies d'adaptation et d'atténuation face aux effets du changement climatique : « Considérant que les femmes sont les plus exposées, les grandes multinationales et les gouvernements devront tenir compte de leurs besoins spécifiques dans la mise en place des stratégies d'adaptation et d'atténuation ». Parlant du secteur des hydrocarbures, l'IRI-RDC demande à la COP27 que le fonds vert pour le climat ainsi que les autres mécanismes de la finance climatique permettent effectivement à la RDC d'éviter l'exploitation du pétrole et du gaz dans les aires protégées.

Sud-Kivu : les forces de l'EAC détruisent plusieurs barrières illégales à Uvira. Les forces de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), opérant conjointement avec les Fardc basées à Masango et Maheta, ont détruit plus de cinq barrières érigées illégalement par des groupes armés et certains soldats des Fardc dans les hauts plateaux du territoire d'Uvira, au Sud-Kivu. Ces barrières servaient pour tracasser les populations civiles, ont rapporté mercredi 5 octobre des sources coutumières. Des rapports de la société civile locale font état de « la mort d'un bandit armé après avoir été torturé par les forces conjointes ». Ces dernières, selon la même source, l'ont surpris en train d'extorquer les piétons sur l'axe Maheta. Le porte-parole du secteur opérationnel Sokola 2, dit n'avoir pas eu connaissance d'un cas de violation des droits par ces forces conjointes.

Nord-Kivu : seuls 625 médecins du secteur public sur les 3000 reçoivent la prime de risque. « Parmi ces 625, les ¾ ne sont pas mécanisés, en termes clairs, ils ne reçoivent pas le salaire du gouvernement ». Les médecins du Nord-Kivu ont remis ce même mercredi leur mémorandum au gouverneur de province afin que le gouvernement règle leur situation, comme décidé dans plusieurs actes signés au niveau du haut sommet de l'Etat. « Il y a des médecins qui travaillent une année, deux ans, 3 ans sans être reconnus par l'Etat. Nous voulons que ces médecins soient inscrits sur les listes de paie. A part ça, il y a d'autres engagements que le gouvernement a pris, entre autres le transport des médecins, le logement qui doivent être intégrés dans la prise en charge des médecins en RDC ...».

Nord-Kivu : le budget 2022 évalué à 133 millions USD. Le budget est désormais chiffré à un peu plus de 272,5 milliards de FC équilibré en recettes et dépenses. Ce, contrairement au budget initial de l'arrêté du 31 décembre 2021 qui était fixé à un peu plus de 230 milliards de FC (112,5 millions USD).

Sud-Kivu : 26 enfants quittent les groupes armés à Mwenga. Ces 26 enfants dont 5 filles âgées de 14 à 17 ans ont été séparés de la faction armée Mai-Mai Biloze Bishambuke. Les victimes ont été recrutées entre janvier 2019 et avril 2022 dans plusieurs localités du territoire de Mwenga. Un recrutement pour protéger leur communauté contre les attaques des groupes armés Twigwaneho et Gumino.

Ituri : les recettes à la DGDA passent de 2 à 4,5 millions USD par mois. Le sous-directeur de cette régie financière justifie cette performance par l'accompagnement de l'administration militaire dans la lutte contre la contrebande et la fraude douanière dans cette province. Il appelle les opérateurs économiques de l'Ituri à la culture fiscale pour maximiser davantage les recettes.

Beni : la Monusco dote les Fardc d'une dizaine de conteneurs pour sécuriser les matériels stratégiques. Dans ce premier lot, 14 des 16 conteneurs vont servir pour la conservation des matériels stratégiques des forces armées de la RDC à Beni. Les deux autres serviront pour le bureau de gestion de ces matériels. Pour le porte-parole des opérations militaires Sokola 1, cette dotation prouve de la bonne collaboration entre l'armée et ses partenaires de la Monusco, dans le cadre des opérations militaires dans cette région.

La CENI repère des sites d'enrôlement des Congolais de l'étranger, en prévision de la révision du fichier électoral pour les élections de 2023 en RDC. Afrique du Sud, France, Belgique, États-Unis et Canada sont les cinq pays retenus par la Ceni pour cette opération prévue au mois de décembre prochain. La Ceni prévoit de faire participer les Congolais de la diaspora au processus en cours.

Kindu : consultations gratuites pour des enfants présentant des pieds bots et des cicatrices rétractiles des brûlures, avec possibilité d'être pris en charge par l'ONG Initiative pour le développement durable (IDD) en partenariat avec la Dynamique Salomon Idi Kalonda pour le développement. Ces consultations de 10 jours qui ont débuté ce mercredi 5 octobre se passent au centre Médico- Chirurgical Kitumaini.

Rutshuru : de milliers d'élèves n'ont pas repris l'école par manque de fournitures scolaires. L'alerte est donnée par la société civile et les autorités scolaires de Rutshuru. Ces responsables, redoutent « la délinquance juvénile qui peut gravement les conduire et les exposer à d'autres abus comme le vol, le viol, l'usage du chanvre, ainsi que d'autres méfaits pervers ». Le chef de division provinciale de l'EPST au Nord-Kivu, précise que toutes les dispositions sont déjà prises par les autorités ainsi que d'autres partenaires notamment l'Unicef et le Programme alimentaires mondial, pour relever ce défi.

Jeudi 6 octobre.

Pré-COP 27: les pays de la CEEAC pour la création des conditions favorables à la mobilisation des financements additionnels, adéquats et prévisibles nécessaires pour la protection et la gestion durable des forêts du Bassin du Congo. Ils ont aussi décidé de mobiliser les efforts de la Communauté internationale à continuer à capitaliser les fonds de l'économie verte et du fonds bleu, poursuivre les efforts entrepris pour la fourniture des services météorologiques, hydrologiques et climatiques. Ces résolutions présentées comme une position commune ont été rendues publiques lors de la clôture de la Pré-COP 27. Les participants invitent les Etats membres de la CEEAC à parachever le processus d'élaboration de leurs plans nationaux d'adaptation chiffrés.

Butembo : le parlement d'enfants se dit inquiet de la présence des engins explosifs dans la ville. « Des engins explosifs ramassés dans la ville nous inquiètent parce qu'ils constituent déjà un danger et donc nous devons prendre des dispositions pour notre protection. Tout en commençant par les enfants qui sont plus exposés, nous les appelons donc à la vigilance et à la prudence lorsqu'ils font face à des objets inconnus. Qu'ils ne puissent plus se livrer au ramassage des métaux communément appelés Ngolongoto et de ne plus les apporter à la maison car ces objets peuvent constituer un piège mis en place par un inconnu » a déclaré président de cette structure d'enfants.

Haut-Katanga : reprise du trafic à la frontière de Kasumbalesa, après une journée agitée. La vie a donc repris son cours normal, à la grande satisfaction de petits commerçants transfrontaliers. Ces derniers s'étaient vu refuser l'accès en Zambie par des conducteurs de grands camions de la Zambie et d'autres pays membres de la SADC (Communauté pour le développement de l'Afrique australe). Et la frontière entre les deux pays était fermée. Pour les chauffeurs en colère, la RDC n'assure pas leur sécurité. Ils en veulent pour preuve la mort de deux d'entre eux en RDC. On a assisté à des jets des pierres entre les manifestants et les Congolais, qui voulaient coûte que coûte se rendre en Zambie. Entre-temps, une délégation dirigée par le vice-gouverneur du Haut-Katanga s'est rendue en Zambie et a pris langue avec les autorités de ce pays, pour trouver des solutions à ces problèmes. A l'issue de la rencontre, a été décidé la reprise du trafic dès ce jeudi.

Kalemie : les agents de la brigade d'assainissement de la mairie réclament leurs primes de 4 mois. Une trentaine de manifestants dont la plupart sont des femmes, se sont rendus au ministère provincial de l'Intérieur. Sur place, le ministre leur a demandé d'attendre jusqu'à vendredi pour avoir une réponse à leurs revendications. Cette brigade urbaine existe par arrêté urbain du 5 septembre 2020. A l'époque, le gouvernement provincial prenait en charge ces agents. Mais à l'avènement du gouvernement Julie Ngungwa, les agents de la brigade d'assainissement devraient être payés par la mairie de Kalemie de laquelle ils dépendent.

Nord-Ubangi: inondations à Gbadolite, Mobayi Mbongo et Yakoma dues à la crue de la rivière Ubangi. Cette situation oblige plusieurs ménages à se déplacer. Les champs sont également inondés et les habitants craignent la destruction de leurs produits. Il est difficile de voyager sur certains tronçons routiers coupés par les eaux. La société civile sollicite l'intervention des autorités et des ONG humanitaires en vue d'une assistance aux populations sinistrées. Leur recensement est en cours, affirme cette organisation citoyenne.

Calvaire des enseignants de Kwamouth déplacés à Bandundu. A l'occasion de la célébration de la journée mondiale des enseignants, ce 5 octobre, Radio Okapi s'intéresse à la situation d'une centaine d'enseignants réfugiés dans la ville de Bandundu (Kwilu) à la suite des atrocités à Kwamouth (Mai-Ndombe). Ils n'ont pas

enseigné depuis la rentrée scolaire et toutes leurs écoles restent fermées à la suite de l'insécurité. Impayés, ils vivent dans des conditions difficiles. « Les élèves me manquent. Je ne suis pas à l'aise ! Je le serai jusqu'à ce que les activités scolaires reprennent. Je suis devenu un mendiant, tout préfet que je suis. Quand vous tendez la main, des fois, ils arrivent de recevoir un billet de 500 FC. Mais un père de cinq enfants et une femme... De fois on passe la nuit comme ça sans mettre quelque chose dans la bouche ».

Nord-Kivu: 8 militants de la Lucha arrêtés à Rutshuru. Selon les sources officielles et indépendantes, alors que l'administration du territoire l'interdisait, ces jeunes se rassemblaient déjà au rond-point à Kiwanja pour un meeting public. Ils portaient des calicots sur lesquels ils revendiquaient la libération de Bunagana, le départ de la Monusco, la fin de l'état de siège et la non-négociation avec les rebelles du M23.

Rutshuru : un policier abat deux jeunes hommes à Buramba. Ces jeunes acheminaient un homme blessé à l'hôpital de Nyamilima. Ils ont croisé sur leur chemin ce policier qui a tiré à bout portant sur eux, les prenant pour des bandits. Les deux jeunes sont mort sur le champ, et ce policier a pris la fuite et n'est pas encore retrouvé.

Kindu: la police rappelle à l'ordre les responsables des partis politiques, consécutif aux incidents intervenus au siège du parti politique AFD, lorsque les militants exigeaient le départ de leur président fédéral. Des échauffourées entre les membres de ce parti politique avaient troublés l'ordre public. « La police est là pour maintenir l'ordre public. Nous demandons aux membres et dirigeants des partis politiques de régler leurs problèmes à l'interne, parce que cela ne concerne que le parti. D'autre part, les activités des partis politiques ne peuvent pas troubler la quiétude de la population ».

Goma : manifestation des avocats et défenseurs judiciaires contre le "dysfonctionnement" de la justice. Dans un mémo lu par leur porte-parole et déposé auprès du gouverneur de province, ces auxiliaires de justice accusent le premier président de la Cour d'appel du Nord-Kivu de corruption, du clientélisme et d'une mauvaise administration de la justice. Incriminé, le premier président de la Cour d'Appel du Nord-Kivu a promis de s'exprimer dans les heures qui suivent.

Kongolo : début de la campagne sensibilisation sur la scolarisation des enfants. A travers les médias, cette activité consiste à encourager les parents à envoyer leurs enfants à l'école. Jusqu'à ce jour, de nombreux enfants traînent encore en famille. Les uns accompagnent leurs parents aux champs ou sont envoyés dans la rue pour vendre les cacahouètes, beignets ou autres choses. Certains parents disent ne pas avoir les moyens pour acheter les objets classiques. Cette campagne de sensibilisation va s'étendre sur une période de 3 mois.

Les ETD du Kongo-Central réclament la rétrocession. Les entités territoriales décentralisées du Kongo-Central ont exprimé leur indignation, d'avoir totalisé plus d'une année sans bénéficier des fonds de la rétrocession. Cette situation les empêche de réaliser les travaux d'intérêt communautaire. Pour le coordonnateur de l'ONG initiative pour le développement local, le gouvernement central a déjà envoyé l'argent de la rétrocession dans les provinces. Il demande au gouverneur de servir ces entités, pour ainsi permettre à chacune d'elles de se développer.

Le gouvernement assiste les déplacés de Rutshuru et les sinistrés de Nyiragongo. Le chef de bureau des Actions humanitaires, dans le territoire de Nyiragongo dit avoir déjà distribué 1.130 sacs de farine de maïs de 25 kgs, 28 sacs de haricots de 100 kgs, 404 bidons d'huile végétale de 20 litres et 114 boîtes de sel de 40 pièces. Les bénéficiaires sont localisés dans les sites de Kaembe, Kanyaruchinya et l'EP Mboga. La majorité d'entre eux ont fui les combats entre les Fardc et le M23 et d'autres sont sinistrés de l'éruption volcanique du 22 mai 2021. Cette assistance intervient après quelques cas de décès enregistrés dans les sites des sinistrés à Nyiragongo et Rwassa non loin de Nyongera à Rutshuru, à la suite de la famine, selon certaines sources.

Rutshuru : la culture de maïs attaquée par des chenilles. L'ingénieur agronome du Réseau d'Ingénieurs Agronomes pour l'Agriculture du Nord-Kivu, appelle à l'intervention du ministère de l'Agriculture et de l'Institut national pour l'étude et la recherche agronomique (INERA) pour disponibiliser de nouvelles variétés du maïs. «Ca fait pratiquement 5 ans que, les cas de la chenille sont signalés dans la zone. C'est une chenille qui cause vraiment des dégâts. C'est un cas général à Rutshuru ». Il redoute de la perturbation et de la faible production du maïs cette saison, à la suite de la présence de ces insectes d'origine américaine dans ces entités. Pour le moment, le réseau ne dispose d'aucune mesure curative pour détruire complètement la chenille, souligne-t-il.

Kinshasa : la population satisfaite des travaux de réhabilitation de la route Kimwenza. La route Kimwenza qui va de l'avenue By-pass jusqu'à l'Université Loyola et Kimwenza en passant par l'Unikin et Kindele est en pleine réhabilitation. Le point central de celle-ci est le remblaiement du ravin long de 700 m et profond de 34 m. Cette réhabilitation a débuté en juin 2019 et a été interrompue pendant 18 mois à cause de manque de financement.

Kinshasa : peine d'une année requise contre l'épouse de Jean-Marc Kabund. Quatre préventions ont été retenues à charge de Christine Mikombe, à savoir : la fausse détresse, la dénonciation calomnieuse, l'imputation dommageable et l'injure publique. La prévenue est également poursuivie pour imputation dommageable envers le vice-gouverneur de Kinshasa, Gerard Mulumba. Le ministère public, dans son réquisitoire, n'a retenu que l'imputation dommageable, précisant que l'accusateur n'a pas prouvé la fausseté de la détresse et autres faits. Ces infractions, Christine Mikombe les aurait commises sur Gerard Mulumba, le 10 septembre dernier à travers une vidéo devenue virale sur la toile. Dans cette vidéo, l'épouse de Jean-Marc Kabund aurait injurié Gecoco.

Uvira : environ 2 850 réfugiés burundais rapatriés en 9 mois dans leur pays. La cheffe de bureau du HCR/Sud-Kivu, Nadine Ndjoya, a annoncé en même temps le début de la délocalisation des réfugiés burundais du centre de transit de Kavimvira vers le camp des réfugiés de Mulongwe, territoire de Fizi (Sud-Kivu). « Au total, nous avons 867 personnes qui seront relocalisées à Mulongwe. Et ces personnes sont réparties dans 360 ménages. Ici à Kavimvira, nous avons un peu plus d'une centaine de personnes qui seront délocalisés le 14 octobre dans le camp de Mulongwe. Et il y a d'autres personnes, près de 600 environs qui sont dans le centre de transit de Mongemonge et qui seront relocalisées au camp de Mulongwe le 16 octobre », a-t-elle indiqué.

Vendredi 7 octobre.

Eve Bazaiba : « En RDC, les ressources naturelles ne seront plus exploitées et exportées à l'état brut ». « Désormais, en RDC, les ressources naturelles ne seront plus exploitées et exportées à l'état brut. Mais, elles seront plutôt transformées localement en vue de leur donner une plus-value ». Cela pour permettre à la population congolaise de bénéficier de la transition énergétique. Dans le cadre de la diversification de l'économie, a-t-elle poursuivi, les Congolais ont besoin de l'oxygène mais également du pain. La ministre de l'Environnement a par ailleurs souhaité que les paysans aient une vie décente. Elle a fait ces recommandations au lendemain de la clôture des travaux sur la Pré-COP 27, tenus à Kinshasa.

Sud-Ubangui: des passagers d'un bateau de la SCTP en détresse à Dongo. Ces voyageurs témoignent qu'après leur départ de Mbandaka, lorsque le bateau est arrivée au campement Malange, à l'embouchure de la rivière Ubangi, il a pris la direction de la rivière jusqu'à Dongo, sans aucune explication de l'équipage. C'est depuis le 23 septembre qu'ils sont là. Ils y vivent dans la disette et l'insécurité, ajoutent-ils. Leurs rations étant complètement épuisées. Ces passagers dénoncent une tentative de les détourner avec leurs biens. Ils exigent que le bateau quitte immédiatement Dongo en vue de les ramener sur Kinshasa. Car nombreux sont des élèves et des enseignants qui veulent retourner à l'école. Parmi eux, il y a aussi des malades en instance de transfert à Kinshasa, ont-ils souligné.

Maniema : un mort et plus d'une centaine de maisons écroulées après une pluie à Lubile et Kaseme. « A Lubile, nous avons comptabilisés, à peu près 257 maisons à Lubile et 115 maisons à Kaseme. Les gens-là vivent toujours sous la belle étoile actuellement et il y a ceux-là qui vivent dans les églises et il y a aussi ceux-là qui vivent dans les ménages où on les avait accueillis », a indiqué le président de la société civile de Lubile, Yala Munkina Christophe.

Kwilu : 4 décès parmi les déplacés venus de Kwamouth, qui ont trouvé refuge à Bandundu (Kwilu) à la suite des violences meurtrières dans leur région. Ces déplacés vivent dans des conditions de vulnérabilité extrême, selon les autorités et les ONG. A cause de ces conditions de vie précaires dans leur lieu de refuge, les déplacés demandent la paix et les moyens pour retourner dans leurs villages d'origines.

Kinshasa : ouverture de la conférence des parlementaires africains membres du REPAM-CDS. Plusieurs parlementaires des pays d'Afrique prennent part à ces assises. Notamment la Côte d'Ivoire, le Bénin, la Guinée. Les travaux de cette conférence ont été lancés par le président de l'Assemblée nationale de la RDC, Christophe Mboso. Il a incité les parlementaires africains à aborder les questions réelles de défense et sécurité du continent, car selon lui, « l'Afrique est en train de se poignarder elle-même et cela sans interruption ». Christophe Mboso faisait ainsi allusion à « l'agression de la RDC par ses voisins qui sont censés être frères et ont fait le choix de se tenir en ennemis ». Il a cité principalement le Rwanda, qui, selon lui, a décidé d'être « l'épicentre de la déstabilisation de ses voisins, plus particulièrement, la RDC ».

Nord-Kivu : les jumelles, nées siamoises, séparées à l'hôpital provincial se portent bien. Cette opération de séparation des bébés siamois est une première dans le Nord-Kivu. Elle a réussi grâce aux efforts de plusieurs médecins notamment des chirurgiens, anesthésistes, pédiatres et autres spécialistes de l'hôpital provincial ainsi que de Heal Africa de Goma en collaboration avec leurs collègues de l'étranger par vidéo conférence.

Nord-Kivu : la police rouvre la route Goma-Sake, bloquée par des manifestants. Le trafic routier entre Goma et Sake en territoire de Masisi (Nord-Kivu) a été coupé pendant toute la matinée ce 7 octobre par des jeunes manifestants, avant que la police ne les disperse. Ces jeunes manifestants contestaient ainsi une opération mixte Fardc-Ecogardes de l'ICCN déployée sur ordre du gouvernement congolais pour restaurer l'intégrité des limites du Parc des Virunga dans la zone de Nzulo. Après une altercation avec les manifestants, la police est parvenue à rouvrir la route. Trois jeunes auraient été blessés, indiquent certaines sources coutumières locales.

Bukavu : le BCNUDH fait don des matériels à des organisations de promotion des droits de l'homme. Il s'agit de matériels de sensibilisation dans la lutte contre l'impunité. Le BCNUDH a offert ce lot de fournitures de bureau à ces deux institutions dans le cadre de son soutien aux efforts menés par le bureau de consultation gratuite du barreau du Sud-Kivu pour l'élimination des violences sexuelles. Le Bureau pour le volontariat au service de l'enfance et de la santé (BVES), a, lui, reçu en plus de matériel de sensibilisation, des matelas, des serviettes, des kits d'hygiène pour environ 85 filles qu'il encadre.

Nord-Kivu : les jeunes d'Eringeti sensibilisés sur la paix et l'arrêt des massacres. Cette sensibilisation a pour objectif d'interpeller la conscience de la jeunesse, afin qu'elle s'approprie le processus de paix et sensibilise aussi d'autres jeunes se trouvant encore dans la brousse. Cette sensibilisation, lancée depuis lundi se clôturera dimanche 9 octobre par une grande conférence qui sera animée par les responsables provinciaux de la jeunesse ainsi que d'autres partenaires qui accompagnent la jeunesse d'Eringeti dans ses différentes activités.

Haut-Katanga : l'Unicef discute avec des entreprises minières sur l'amélioration des conditions des enfants impactés par l'exploitation minière. Au cours de cette rencontre, les représentants des entreprises minières présentes ont expliqué chacun ce qu'ils font pour le bien des communautés qui sont autour des sites ou sont implantées leurs entreprises minières. Le représentant de l'entreprise minière Kamoia, basée dans le Lualaba a démontré comment son entreprise participe dans le développement des communautés locales de Musoka Ntanda, en construisant des infrastructures scolaires et sanitaires qui touchent directement au bien-être des enfants. Il en est de même de Tenke Fungurume mining qui dit soutenir aussi les communautés locales dans le domaine de la santé, de la protection, de la nutrition de l'eau et de l'assainissement au Lualaba. Pour MMG, basée dans le Haut-Katanga, le centre de ses interventions demeure l'enfant au travers des initiatives portant sur l'éducation, la construction des écoles, l'appui aux enseignants, le programme des bourses et l'appui à l'alphabétisation des adultes. « Tout cela concourt à faire sortir les enfants des sites miniers et autres endroits pour les orienter vers l'école en vue de leur épanouissement », ont indiqué ces entreprises minières. L'Unicef, organisatrice de cette rencontre, a estimé que ces actions vont contribuer à améliorer les conditions de vie des communautés.

Kindu : le camp Mopaya desservi en eau potable après 30 ans. Le gouverneur intérimaire du Maniema a inauguré, jeudi 6 octobre, deux bornes fontaines au camp Mopaya, au bénéfice des policiers et leurs familles ainsi que de toute la communauté environnant le camp. La Regideso vient ainsi de desservir ce camp en eau potable, 30 ans après que l'eau a cessé de couler.

Environ 2400 enfants opérés des fentes labiales et palatines en 14 ans. L'ONG Smille Train en collaboration avec Heal Africa et plusieurs autres hôpitaux, ont fourni aux professionnels de la santé locaux une formation, un financement et des ressources pour réaliser une chirurgie de fente 100 % gratuite et des soins complets aux enfants bénéficiaires.

Les Congolais de l'étranger voteront à l'endroit où ils se sont fait enrôler (CENI). Ils accompliront son acte de vote uniquement pour l'élection présidentielle et non pour les législatives. Celui qui voudra postuler à la députation nationale viendra voter alors en RDC. Le Directeur de la communication à la Commission électorale indépendante a donné cette précision jeudi 6 octobre à Kinshasa.

Rutshuru : pas d'eau potable à la cité d'Ishasha depuis plus de 10 ans. « Dans les années 80, les pères Caracholines avaient érigé des bornes fontaines, et vers les années 2000, l'eau s'est tarie et jusqu'à présent cette population vit en utilisant l'eau de la rivière Ishasha qui est sale à la consommation. On peut signaler aujourd'hui qu'à Ishasha, qui compte environ trente mille habitants, il y a déjà des maladies hydriques. Avec

l'accroissement de la population, nous voudrions voir le gouvernement central voire provincial s'impliquer dans cette affaire pour que l'eau soit approvisionnée dans la localité de Ishasha ».

Beni : 8 salles de classe de l'institut Kangaimbi s'écroulent à la suite de la pluie. « Nous avons huit salles de classe qui ont été emportées et nous avons perdu tout le bâtiment jusqu'à ce qu'il n'y ait même pas aucune planche à récupérer. Tout le bâtiment est par terre. Alors nous lançons tout simplement notre demande à toute autorité et à toute personne de bonne volonté de nous venir au secours sous diverses formes. Les enfants sont dehors. Si on pouvait transformer cette construction en dure, ça serait une solution qui pourrait nous aider ».

Kongo-Central : évasion à la prison centrale de Matadi à la suite d'un échange de tirs entre deux policiers de garde. Tout est parti d'un conflit entre deux policiers commis à la garde de la prison. Le conflit a dégénéré. S'en est suivi un échange de tirs entre les deux policiers antagonistes. Un policier a été abattu par son collègue. Profitant de ce chaos, plusieurs détenus ont pu s'enfuir. Dans cette confusion, un détenu est aussi mort, atteint par balle. On enregistre également plusieurs blessés parmi les détenus.

Samedi 8 octobre.

Nord-Kivu : le 1er président de la Cour d'appel dément des accusations de corruption mises à sa charge. Les avocats et défenseurs judiciaires du barreau de Goma lui reproche de corruption, du clientélisme et de mauvaise administration de la justice. Dans sa réponse ce haut magistrat a demandé à ces auxiliaires de justice de brandir les preuves de leurs accusations. Il a précisé que « sa conscience est tranquille et toutes pressions de quelques natures soient-elles, ne peuvent jamais altérer son sens de responsabilité ». Il se dit engagé à remettre de l'ordre dans l'appareil judiciaire au Nord-Kivu notamment dans la chaîne pénale. Il a également soutenu qu'il est temps « d'extirper les maillons défectueux de l'appareil judiciaire en province qui mettent à mal la bonne administration de la justice ». Ses détracteurs ont affirmé qu'il n'était pas nommé à la tête de la Cour d'appel du Nord-Kivu, juridiction qu'il dirige depuis trois ans maintenant. C'est après avoir brandi l'ordonnance présidentielle le nommant que les voix s'étaient tues.

Kasaï-Central : évaluation du programme nutrition et santé pour la réduction de la malnutrition. Une délégation conjointe Banque mondiale, UNICEF, FAO, PAM et gouvernement congolais a bouclé, vendredi 7 octobre, une mission d'évaluation du programme multisectoriel de Nutrition et santé, au Kasaï-Central. Ce programme vise à réduire drastiquement la malnutrition chronique aiguë, a indiqué le coordonnateur équipe santé à la représentation de la Banque mondiale en RDC. L'équipe de Banque mondiale, UNICEF, FAO, PAM et gouvernement congolais s'est rendue à Tshangana et Bunkonde, territoire de Dibaya (Kasaï-Central) pour se rendre compte de sa mise en œuvre. Ce programme du gouvernement congolais est exécuté par les trois agences onusiennes citées, sous financement de la Banque mondiale. Il est financé par la Banque mondiale à hauteur 559 millions USD. Ce programme multisectoriel de Nutrition et de la santé va jusqu'en 2026.

Sensibilisation des médias dans la lutte contre la trypanosomiase. La Coordination nationale de renforcement du système communautaire en RDC (CNRSR) mène cette activité dans le cadre du plaidoyer au Programme national de lutte contre le trypanosome humaine africaine. Son chargé de communication, a sollicité l'implication des journalistes dans la lutte contre cette maladie : « Nous voulons que vous puissiez nous accompagner dans cette lutte parce que ce n'est pas seulement la nôtre car ça vous concerne aussi ». Avec moins de 400 cas de la trypanosomiase humaine africaine, le gouvernement congolais s'est lancée, en janvier dernier, le défi d'éradiquer la maladie du sommeil sur l'ensemble de son territoire d'ici 2030.

Recrutement de nouveaux magistrats : plus de 600 candidats attendus au Grand-Equateur. Environ 625 candidats sont inscrits pour participer au concours national de recrutement de nouveaux magistrats, dimanche 9 octobre, au Grand-Equateur. « Ce recrutement est lancé pour augmenter le nombre de magistrats qui peuvent travailler dans les coins les plus difficiles comme dans le Grand-Equateur où nous sommes entre eaux et forêts et les infrastructures ne suivent pas ». Pour sa part, le président du Conseil provincial de la jeunesse/Equateur, a déploré la faible participation par rapport au dernier concours qui remonte en 2012.

L'ASVOCO encourage l'assainissement du secteur de la justice. L'Association des Volontaires du Congo (ASVOCO) a réagi ainsi au lendemain de la manifestation des avocats et défenseurs judiciaires du ressort du barreau de Goma. Ces auxiliaires de la justice reprochent le premier président de la Cour d'appel du Nord-Kivu de corruption, du clientélisme et de mauvaise administration de la justice. Des allégations que l'incriminé rejette en bloc.

Beni : tenue d'un atelier sur le rapprochement entre forces de l'ordre et médias. Ils ont levé cette option lors de l'échange que l'ONG Réseau de médias pour le développement (REMEDI) a organisé sous le thème : « Journaliste dans le contexte de l'état de siège ». « Cette table ronde a comme objectif de réduire les risques que peuvent courir les journalistes dans l'exercice de leurs métiers dans le cadre de la sécurité et la protection juridique. Donc rapprocher les deux pour renforcer la protection et la sécurité du journaliste. C'était urgent non seulement parce que la zone est dans l'état de siège, mais aussi parce que nous sommes dans le contexte des conflits et des guerres dans plusieurs territoires ». Le porte-parole des opérations Sokola 1 a reconnu le travail qu'abattent les médias de Beni. « Les médias de Beni rendent un service louable dans l'accompagnement des opérations militaires en cours dans la zone. Cependant, ils ne doivent que se fier sur sources sécuritaires avant toutes livraisons d'une information sécuritaire ».

Félix Tshisekedi dénonce certaines décisions judiciaires à la limite du hasard. Le Président de la République a indiqué qu'au regard du dysfonctionnement relevé tant pour ce qui concerne la justice pénale, la justice civile ou administrative, le Conseil supérieur de la magistrature devrait se mobiliser pour relever efficacement les défis de la régulation administrative et disciplinaire de la magistrature. Sans enfreindre à l'indépendance constitutionnelle du pouvoir judiciaire qui bien plus qu'un droit exclusif pour le magistrat, en est une garantie reconnue pour les justiciables d'avoir une justice impartiale, le Président de la République a chargé la ministre d'État, ministre de la Justice, garde des sceaux de travailler avec le Conseil supérieur de la magistrature en activant la passerelle légale du cadre de concertation prévue à l'article 17 du règlement intérieur du Conseil supérieur de la magistrature afin de proposer une série de pistes de solution rapide. Le Chef de l'Etat a aussi chargé, le même vendredi, quelques membres du gouvernement à travers leurs services spécialisés, sous la supervision du Premier ministre, de documenter les faits infractionnels sur l'ensemble du périmètre concernés de la zone de conflit de Kwamouth afin d'accélérer le rétablissement partout de l'ordre public. Pour lui, cette situation inacceptable vient troubler la paix entre communautés qui ont toujours vécu en harmonie, précisant qu'au-delà des efforts louables déployés à la fois par les autorités provinciales et celles du gouvernement central, d'autres défis demeurent, notamment la sécurisation de la route nationale numéro 17.

Maniema : l'Unicef donne 12 motos à 4 zones de santé pour le transport des vaccins vers les coins reculés. En fait, la province du Maniema projette, le 11 octobre, de lancer la deuxième phase de la campagne de vaccination contre la COVID-19. Ce don de l'Unicef est destiné aux zones de santé de Punia, Ferekeni, Obokote et Lubutu. Le choix de ces zones de santé se justifie par « l'impraticabilité des routes ». A part le transport des vaccins contre la COVID-19, ces motos serviront à d'autres activités de routine du Programme élargi de vaccination de routine.

Ituri : au moins 200 leaders sensibilisés sur la paix et le vivre ensemble à Komanda. Plus de 200 leaders de différentes structures de la jeunesse et quelques journalistes ont été sensibilisés sur la paix, le vivre ensemble, le discours de haine et sur le mandat de la Monusco à Komanda, dans la province de l'Ituri. Selon la Mission onusienne, l'objectif de cette rencontre est entre autres de « renforcer le mariage entre civils et militaires pour le succès dans la lutte contre les groupes armés ». Selon le chef de l'Information publique de la Monusco en Ituri, ces rencontres ont permis de dissiper les amalgames et confusions sur le rôle de la Monusco. Ce qui poussait les jeunes à propager dans la communauté de fausses informations qui ternissent l'image de la Monusco. Après ces échanges, les participants ont résolu de changer d'attitude et de comportements pour servir de modèles dans leurs communautés et de bannir la haine et le rejet de l'autre qui sont des germes de conflits.

Dimanche 9 octobre.

Reprise imminente du processus de Nairobi pour le retour de la paix. Les chefs de l'Etat de la Communauté économique d'Afrique de l'Est (EAC), réunis en conclave le 20 juin à Nairobi (Kenya) avaient exigé « la cessation immédiate » des hostilités en RDC, y compris le retrait des positions récemment prises » par le M23. Ils ont en outre reconnu et réitéré que la confiance, la cessation des hostilités, et le cessez-le-feu inconditionnel, sont parmi les questions essentielles qui nécessitent une résolution concertée, urgente et durable. Ces présidents des pays membres de l'AEC se sont engagés à contribuer à la réconciliation et à une paix durable et à trouver une solution rapide et durable au conflit en RDC, en particulier dans les provinces du Nord et Sud-Kivu et de l'Ituri.

Le gouvernement appelé à déguerpir les occupants des espaces scolaires. « Les enseignants membres du SYECO exigent au gouvernement d'instruire le ministère de l'Urbanisme et Habitat de déguerpir sans délai les spoliateurs des espaces scolaires et d'ouvrir des enquêtes pour savoir qui les a vendus ».

La secrétaire générale de cette structure a demandé aux ministres de l'EPST, du Budget et des Finances de délocaliser la paie des enseignants des banques irrégulières vers celles qui, régulièrement assurent les paies. Elle

a en outre encouragé le gouvernement à réhabiliter la Caisse générale d'épargne du Congo (CADECO) et de créer une banque propre pour la paie des enseignants.

Bukavu : grève des commissionnaires en douane. Selon le président de cette association citoyenne, les responsables de la DGDA ont causé un dysfonctionnement dans le circuit de guichet unique, violant ainsi les procédures en la matière. A part cela, il a fustigé la mauvaise attitude de certains cadres de cette régie financière vis-à-vis des déclarants en douane de ce coin du pays. En réaction, un responsable de la DGDA Bukavu rejette les allégations des commissionnaires en douane. Selon lui, c'est un petit groupe de commissionnaires en douane qui s'agit à la suite de l'application stricte des mesures en matière de dédouanement des marchandises.

Inauguration de l'Agence nationale de l'aménagement du territoire. Cette structure publique se charge de planifier, concevoir, des nouvelles villes et de rénover celles existantes à travers le pays. « L'ANAT a déjà conçu quelques projets tels que la construction de l'aérogare de Boende (Tshuapa) dont les travaux seront lancés dans quelques jours et de Lumumba-ville ».

Le gouvernement dément la vente des terrains des centres nationaux de recherches. « Par sa décision du 18 mars dernier, le gouvernement ne vend, ni ne cède les terres des centres et instituts de recherche mais plutôt les fait louer. Il s'agit d'une simple location d'un espace de terres pour une durée déterminée. L'idée du gouvernement est d'aider ces centres à se moderniser, à se viabiliser grâce à leurs patrimoines fonciers presque inexploités par manque de moyens ». Ces centres et instituts de recherche vont signer des contrats de location avec les investisseurs intéressés qui apporteront des capitaux pour mettre en valeur les espaces loués. Ces contrats détermineront la période d'exploitation pour permettre à l'investisseur de récupérer son argent. Après le délai convenu, la bâtisse construite deviendra la propriété du centre ou de l'institut de recherche l'ayant fait louer.

Felix Tshisekedi ordonne la documentation des faits infractionnels commis dans le Grand Bandundu. L'objectif de cette démarche est d'accélérer le rétablissement de l'ordre public dans le Grand-Bandundu. Ce travail de monitoring est confié au vice-Premier ministre de l'Intérieur et Sécurité, à la ministre d'État de la Justice et au ministre de la Défense nationale.

Nord-Kivu : résurgence des hostilités entre groupes armés à Masisi et Walikale. Ces combats sont, depuis trois semaines, à l'origine de plusieurs pertes en vies humaines, de déplacement massif, de pillages, déscolarisation, précarité humanitaire, le non-accès de plusieurs personnes à leurs champs. Les sociétés civiles ont recommandé de déployer les Fardc dans les coins les plus à haute tension entre groupes armés afin de stabiliser toutes ces zones. Toutes ces hostilités ne font qu'accentuer le sous-développement dans cette partie du pays.

Kisangani : les Cliniques universitaires dotées de matériel de laboratoire. Ce matériel servira à plusieurs examens notamment ceux relatifs à la virologie, la sérologie, l'immunologie, l'hormonologie, la dermatologie et la biochimie. Avant son utilisation, le personnel affecté au laboratoire provincial des cliniques universitaires doit être remis à niveau. C'est ce qui justifie une formation de trois jours à laquelle il est soumis depuis ce samedi.

L'APUKIN réitère son appel à l'amélioration des conditions socio-professionnelles de ses membres. L'Association des professeurs de l'Unikin (APUKIN) également l'amélioration de leurs salaires de base, la prime de recherche, et la mécanisation de leurs nouveaux collègues et l'actualisation des grades. Toutes leurs revendications font partie de l'engagement pris entre le banc syndical et le gouvernement, à Bibwa. Les membres de l'APUKIN disent attendre une suite favorable auprès du gouvernement avant de reprendre le travail. L'Université de Kinshasa est en grève depuis le 20 juillet dernier.

Serge Tshibangu: « La force régionale de l'EAC ne va pas s'interposer entre le M23 et les FARDC ». « Depuis le premier conclave des chefs d'Etats, qui s'est tenu le 21 avril, il était bien défini que la force régionale, était mis sur pied pour éradiquer : 1) les groupes armés réfractaires c'est-à-dire ceux qui ne rejoindraient pas le processus politique, processus de Nairobi et 2) les forces négatives, par exemple, on parle des ADF, on parle des autres forces étrangères qui sont en train d'opérer sur notre territoire ». Le mandataire spécial du chef de l'Etat congolais, précise par ailleurs que le déploiement de cette force se fait en fonction des groupes armés réfractaires et des groupes armés étrangers qui opèrent sur le sol de la République démocratique du Congo.

Nord-Kivu : 3 personnes tuées en 2 jours par des hommes armés Nyamilima, située sur l'axe routier Kiwanja-Ishasha, groupement Binza, dans le territoire de Rutshuru. La société civile locale s'inquiète de cette

insécurité, devenue récurrente dans la zone. Elle plaide pour le renforcement des éléments des Fardc pouvant ainsi faire face aux groupes armés locaux et étrangers, notamment les FDLR.

Tshopo : 2000 agents publics immatriculés à la sécurité sociale. Plus de deux mille agents ont été immatriculés sur les quatre mille cinq cents attendus. Seuls les agents de carrières de l'Etat régis par la loi 2016 portant statut et carrière des agents publics de l'Etat, mécanisés et payés, sont concernés par cette opération, qui a duré deux mois.

Cette opération d'affiliation des agents publics de l'Etat à la CNSSAP est un gage pour bénéficier de différents avantages lors de leur mise en retraite.

34 000 candidats magistrats passent leur concours de recrutement, sur l'ensemble de la RDC. Selon le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), 3000 candidats seront retenus parmi les meilleurs classés en ordre utile, dont 1500 pour 2022 et 1500 autres pour 2023. Mais, révèle une source proche du CSM, le Chef de l'Etat souhaiterait qu'on embauche directement 4000 magistrats, en conformité avec le budget national. Le site de Goma a enregistré plus de mille candidats avec un faible taux de participation des femmes et des candidats militaires. Au Maniema, 662 candidats dont 94 femmes ont participé à ce concours qui a été lancé à Kindu par le ministre provincial de la santé faisant office du gouverneur intérimaire en mission. Ce concours arrive à point nommé, selon le premier président de la cour d'appel du Maniema. Sur les huit tribunaux de paix créés au Maniema, il n'y a qu'un seul qui est opérationnel. Il s'agit de celui de Kindu. Tous les sept autres sont fermés par manque des magistrats.

Lundi 10 octobre.

Accalmie dans les territoires de Kwamouth et Bagata, l'épicentre du conflit ayant affecté d'autres provinces de l'ex-Grand Bandundu. Cette accalmie fait suite à la présence des militaires venus récemment du côté de Bandundu, rapporte la société civile locale. Ces derniers intensifient des patrouilles dans tous les coins du territoire dans le but de restaurer l'autorité de l'Etat. Pendant tout ce temps, aucun cas de tuerie ou d'incendie des villages n'est signalé. Il y a près de deux mois, un présumé conflit foncier entre peuples Teke et Yaka avait éclaté à Kwamouth avant de s'étendre à d'autres provinces voisines. Il a occasionné une centaine de morts, plus de 250 maisons incendiées et près de 35.000 déplacés.

Sud-Kivu : plus de 37 500 personnes dépistées avec des problèmes de santé mentale en 6 mois, a révélé la division provinciale de la santé au Sud-Kivu, à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la santé mentale, lundi 10 octobre. Cette situation est due à plusieurs facteurs, dont des situations de traumatismes dans un contexte de pauvreté, de stress cumulatif, des inégalités, des conflits de toute sorte dans les communautés, stigmatisation, discrimination, des guerres, et des catastrophes de toute nature. Sur plus de 37.550 personnes souffrant des troubles mentaux au Sud-Kivu, seules 833 ont été référées au centre psychiatrique pour prise en charge. Les professionnels de santé de cette province plaident ainsi pour l'intégration de la santé mentale au programme de santé primaire.

Goma : transports en commun paralysés à la suite du recouvrement des taxes. La plupart des propriétaires de ces véhicules ont gardé leurs engins à la maison à la suite du recouvrement forcé des taxes et impôts relatifs à la sécurité routière, exercice fiscal 2022. Depuis 6 heures locales, les agents taxateurs du gouvernement provincial du Nord-Kivu ont installé plusieurs points de contrôle sur les principales artères de Goma. Des centaines de véhicules sans documents exigés sont déjà arrêtés et nombreux autres ne sont pas carrément en circulation. Les passagers ont dû se livrer à une lutte pour obtenir une place à bord des bus de transport en commun ce lundi sur certains axes de Goma.

Maniema : un nouveau décès enregistré à la prison centrale de Kasongo à la suite de la malnutrition. Selon le directeur de cette maison carcérale, en dehors des maladies, les prisonniers font face à la malnutrition occasionnée par le manque des subventions. La diarrhée aiguë et la malnutrition l'ont emporté. Le coordonnateur de la nouvelle société civile dénonce le manque des subventions pour cette prison depuis plus d'une année.

Goma : 5 préfets d'écoles suspendus pour vente des fournitures scolaires. « La décision du ministère, interdisant la vente des fournitures scolaires, ne devrait souffrir d'aucune exception. Et les sanctions vont s'étendre dans d'autres écoles du Nord-Kivu pour les chefs d'établissements qui se compromettraient dans ce genre d'exercices », a averti le chef de la division provinciale de l'EPST au Nord-Kivu. La plupart des préfets d'écoles de Goma exigent aux parents l'achat des fournitures scolaires et l'acompte des frais scolaires avant que leurs enfants soient admis aux cours.

Bukavu : l'entreprise SOCOC appelée à achever les travaux de la route Kazingo -Amsar avant fin 2022.

Ces travaux de construction ont repris depuis trois mois après avoir été suspendus par manque de financement. Le chargé de mission du chef de l'Etat renseigne que la reprise a été rendue possible grâce au plaidoyer de la première dame de la RDC. L'Office des routes (OR) et l'Office des voiries et drainage (OVD) veillent au quotidien sur la qualité des travaux exécutés par la SOCOC. Ces travaux sont réalisés dans le cadre de la poursuite du programme de 100 jours du chef de l'Etat.

Beni : la police et l'armée dans des opérations mixtes pour sécuriser les agglomérations. Selon le superviseur des opérations de maintien et rétablissement de l'ordre public au Grand Nord, le commissaire supérieur principal la police travaillera désormais aux cotés de l'armée pour sécuriser la population dans toutes les zones et agglomérations conquises par les Fardc, partout où elles mènent des opérations militaires contre les groupes armés dans tous les territoires de la province. Reconnaissant les menaces contre les éléments de la police par des diverses attaques contre les commissariats de police surtout en territoire de Lubero, le commissaire supérieur principal a appelé ses éléments à la vigilance, les appelant au sens de responsabilité dans leur travail. Il a également appelé la police à travailler en « franche collaboration avec la population afin de tenir hors d'état de nuire tous les ennemis de la paix ».

Nord-Kivu : plus de 600 nouveaux cas de pied-bot enregistrés en 9 mois par l'ONG Hope Walk's, en collaboration avec l'hôpital Heal-Africa sur toute l'étendue de la province du Nord-Kivu. Les difficultés rencontrées dans le traitement gratuit des patients de pied-bot dans la région sont entre autres la résistance de certains parents, les distances qui séparent les structures de prise en charge, mais aussi l'insécurité dans certaines contrées.

Kasai-Oriental : 600 candidats ont passé leur concours de recrutement à Mbuji-Mayi. « Nous avons sur la liste publiée par le Conseil supérieur de la magistrature, 584. Mais il se fait que certains candidats n'ont pas vu leurs noms sortir sur la liste. C'est comme ça que le Conseil supérieur de la magistrature a décidé de prendre tout le monde et donner la chance à tout le monde. Au total, plus ou moins 680 candidats passent le test dans ce site ici de la ville de Mbuji-Mayi. A travers toute la République, il y a au moins 40 000 pour 3 000 places ».

Beni : installation des lignes de barrage en fil électrique au Parc national des Virunga pour empêcher la divagation des éléphants. Selon le coordonnateur de la nouvelle société civile dans le secteur de Ruwenzori, la première phase de ce projet d'installation du fil électrique autour du parc concerne les zones situées entre Kibanda et tout le groupement de Masambo où plusieurs cas de dévastation des champs par les éléphants avaient été signalés.

Beni : des jeunes formés sur l'entrepreneuriat pour lutter contre le banditisme urbain. Cette formation d'une journée a été organisée par le parlement des jeunes de la ville de Beni à travers son centre de formation professionnelle dans l'objectif de promouvoir l'auto prise en charge des jeunes afin de lutter notamment contre le banditisme urbain et promouvoir les bonnes valeurs dans la ville.

Kongo-Central : 7 morts dans un accident de circulation à Kinanga. Les sources sur place affirment que ce véhicule a fini sa course dans un ravin à cause du manque de la maîtrise de volant de la part du convoyeur à qui le chauffeur du véhicule remorque avait cédé le volant pendant le trajet.

Kananga : les enseignants formés sur la lutte contre l'exploitation, les abus sexuels et les mécanismes de gestion des plaintes. L'ONG Cris du peuple opprimé (CPO), avec l'appui de l'Unicef, implique les enseignants dans la lutte contre l'exploitation, les abus sexuels et les mécanismes de gestion des plaintes. C'est dans ce cadre qu'ils suivent depuis ce 10 octobre une formation sur cette problématique, en prévision de l'installation des mécanismes de gestion des plaintes dans les écoles. Le souci est de rendre les milieux scolaires sans violences et actes sexuels.

Sud-Kivu : la société civile opposée à l'installation des maisons préfabriquées dans l'enceinte du cercle sportif de Bukavu. Ces ouvrages doivent servir de bureaux pour l'antenne provinciale du Programme DDRC-S au Sud-Kivu. Le bureau de la société civile souligne que le Cercle sportif n'est pas conçu pour loger des bureaux administratifs, même à titre provisoire, mais pour être un espace récréatif pour les habitants de la ville de Bukavu. Le gouverneur de province, rejette toutes ces accusations de la société civile qu'il qualifie d'infondées.

Kinshasa : ONG, parlementaires et diplomates pour l'abolition de la peine de mort. La ministre de la Justice a, de son côté, annoncé que le prochain Code pénal dont les réflexions sont en cours va commuer la peine de mort en perpétuité. Le président de l'ASBL Culture pour la paix et la justice planche sur les enjeux de cette abolition et la contradiction entre la Constitution et les tribunaux congolais : « Il est donc clair que notre

Constitution est contre la torture et les traitements inhumains dégradants. Et pourtant, la peine de mort n'est rien d'autre que cela. En effet, la réalité judiciaire est tout autre que ces engagements constitutionnels ».

Kinshasa : transformer des déchets pour construire des routes secondaires et désenclaver la commune de Kisenso. « Nous conseillerons à Kisenso de prendre leurs déchets et de les transformer dans les caniveaux, ainsi que des routes secondaires pour désenclaver la commune de Kisenso. L'avantage c'est d'abord la durée de vie des ouvrages, mais aussi par rapport au coût », a recommandé la responsable de l'Entreprise des plastiques recyclés. Un atelier de réflexion de deux jours se tient pour ce faire au sein de l'Institut technique industriel Kitomasa en vue de proposer les pistes de développement de la commune de Kisenso. Le bourgmestre de la commune de Kisenso, évoque les défis à relever par sa municipalité « il y a l'enclavement, les érosions, l'insécurité grandissante, l'insalubrité, l'accès aux services sociaux de base, il y a également le problème de logements décents, la déperdition scolaire, le chômage, l'oisiveté, et tant des maux qui rongent notre commune ».

Mardi 11 octobre.

Lubero : plaider pour la relance des cultures du blé, du quinquina et d'ananas, pour lutter contre la pauvreté et renforcer le pouvoir d'achat de la population paysanne de ce territoire. Une journée de réflexion a réuni les ressortissants de Lubero vivant à Goma. Selon les organisateurs du forum, seule la relance de certaines cultures, jadis génératrices de revenus pour beaucoup de paysans, pourra arrêter le cycle de la pauvreté dans cet espace agro-pastoral. L'ONG International center for peace and environment protection by peasant communities a relancé, depuis six mois, la culture du blé, après une vingtaine d'années d'interruption dans la région. Plus de 20 nouvelles variétés de blé sont expérimentées et multipliées, dans l'objectif de la relance de cette culture à grande échelle dans la province du Nord-Kivu.

Fabrice Lusinde et David Tshilumba, nouveaux DG de la Snel et Regideso. A la tête de la Snel, Fabrice Lusinde remplace Monsieur Kayombo dont il était l'adjoint depuis plusieurs années. Le président Félix Tshisekedi a nommé David Tshilumba directeur général et Jean Baptiste Mwaka, directeur général adjoint de la Regideso. Pierre Ndongala et Georgine Selemani ont été nommés respectivement DG et DGA du Fonds national d'entretien routier (FONER).

Goma : des étudiants informés sur les enjeux climatiques de la vente des blocs pétroliers et gazières en RDC, au cours d'une conférence scientifique à Goma (Nord-Kivu). « Les protagonistes ont fait tourner leur argumentaire autour de la souveraineté qu'exerce la RDC sur ses ressources aussi bien du sol que du sous-sol ainsi que sur les bénéfices énormes en termes des milliards que le pays pourrait tirer de l'exploitation de ces ressources pétrolières et gazières » Ces antagonistes « fustigent le fait que la RDC prétend être pays solution de la transition énergétique en même temps, elle voudrait exploiter ses ressources pétrolières, les énergies fossiles qui vont encore plus polluer l'atmosphère ».

Maniema : 366 cas de trouble mental enregistrés en 2021. « Ces chiffres concernent uniquement les cas consultés au centre neuropsychiatrique AMK du diocèse de Kindu qui travaille en partenariat avec l'Etat congolais. Comme le centre n'est pas financé, les malades doivent payer eux-mêmes les soins ». Selon le docteur Alex Mulaghalalya, la santé mentale constitue un problème réel de discrimination et de rejet dans cette province. Il a exhorté toute la communauté à éviter toute discrimination à l'égard des malades mentaux et dans les chambres prière à ne pas enchaîner ces malades.

Sud-Kivu: le gouverneur Ngwabije dénonce les détournements des fonds publics par les responsables des services.

Il promet de prendre "dès aujourd'hui", des dispositions nécessaires, de sanctionner tout responsable qui ne réaliserait pas les assignations budgétaires. "Les moyens sont détournés. Combien de responsables qui gagnent 500 USD par mois mais qui achètent des maisons ici ? Des véhicules de luxe ? Et qui s'enrichissent au détriment de la population", s'est interrogé l'autorité provinciale. Les recettes de l'intérieur de la province sont détournées et n'arrivent pas à Bukavu. Ce qui fait que la province est en déficit chronique depuis des années

Tanganyika : un chef milicien nommé Liwa refait surface et sème la terreur à Kalemie. Kavunga Liwa a tenu des meetings dans un village il y a une semaine. Il a exigé aux éleveurs des bovins de lui donner chacun une vache. Il en a fait de même pour des éleveurs des chèvres ou des moutons. Il a astreint également chaque ménage à lui verser 15 000 FC. Enfin, il a demandé à la population de lui proposer une femme à épouser. Le chef Liwa est parti, promettant de revenir dans ce village. Pris de panique, certains habitants ont décidé de quitter le village.

Haut Katanga : la population proteste contre l'assassinat d'un jeune à Kasumbalesa, par des hommes armés non autrement identifiés. Cet incident a révolté les habitants de ce quartier. Ils se sont, tôt le matin, opposés aux éléments de l'armée, empêchant ces derniers de récupérer le corps ensanglanté de la victime. Cet incident a révolté les habitants de ce quartier. Ils se sont, tôt le matin, opposés aux éléments de l'armée, empêchant ces derniers de récupérer le corps ensanglanté de la victime. Il s'en est suivi un échange de projectiles avec les manifestants en colère. Un jeune garçon de 10 ans a reçu une balle qui a transpercé son corps. Opéré avec succès, ses jours ne sont pas en danger.

Tshopo : SOS sur le délabrement de la route Kisangani – Ubundu. Longue de 126 km, cette route est d'une grande importance économique car elle permet le trafic entre la ville de Kisangani et la province du Maniema en passant par la cité d'Ubundu. Les véhicules qui mettaient 4 heures de route autrefois, passent trois jours en cours de route. L'élú du territoire d'Ubundu exhorte le Fonds national d'entretien routier (FONER) à débloquer des moyens financiers nécessaires pour la remise de cette route en état de praticabilité.

Kinshasa : les avocats de Kabund demandent à l'Assemblée nationale la levée de la détention de leur client. Selon les dispositions constitutionnelles et réglementaires de l'Assemblée nationale et la loi de procédure devant la Cour de cassation, la détention ou la poursuite d'un parlementaire est suspendue si la chambre dont il est membre le requiert. Me Willy Wenga, avocat au barreau de Kinshasa-Gombe, indique qu'en cette matière, le bureau de l'Assemblée nationale n'a que le pouvoir de faire suspendre et non de faire lever la détention. Une nouvelle audience publique est prévue le 17 octobre prochain. Jean-Marc Kabund est poursuivi notamment pour offense au Chef de l'État, outrage au bureau de l'Assemblée nationale, propagation de faux bruits et mensonges.

Nord-Kivu : plusieurs décès enregistrés dans le camp de déplacés à Kanyaruchinya. Le président du camp fait un bilan de treize cas de décès enregistrés durant ces cinq derniers mois dans ce camp, qui abrite les sinistrés de l'éruption du volcan Nyiragongo du 22 mai 2021. Parmi eux figurent des cas de décès à la suite de la faim. Les autres seraient morts à la suite des maladies hydriques et du paludisme, consécutifs aux mauvaises conditions de vie. Ces personnes vulnérables, hommes, femmes, personnes de troisième âge et enfants, passent la nuit dans des écoles et églises, à même le sol. Elles sont dépourvues de tout. Ils n'ont pas d'abris et manquent d'eau potable.

Nord-Kivu : 1000 enfants des familles déplacées reçoivent des kits scolaires à Rutshuru-centre. Le gouvernement provincial du Nord-Kivu, à travers son partenaire Unicef, a remis ce 11 octobre plus d'une tonne d'intrants constitués essentiellement des kits matériels à plus de mille enfants des familles déplacées à Rutshuru-centre. Ces kits sont composés des cahiers, des stylos, des crayons, des lattes et des cartables.

Sud-Kivu : un convoi des Fardc tombe dans une embuscade à Kalingi. Au cours des échanges de tirs qui ont suivi cette embuscade, quelques soldats Fardc ont été blessés. Cependant, les militaires ont poursuivi leur route vers Minembwe après avoir repoussé ces miliciens Twirwaneho. Ces opérations sont remises en cause par certains leaders locaux qui demandent le changement de l'unité des Fardc, les accusant d'attaquer des civils à Kalingi et Kivumu et de travailler en collaboration avec les miliciens Maï-Maï. Les Fardc soupçonnent ces notables et la société civile d'être proches, voire des bailleurs de fonds des Twirwaneho afin de déstabiliser la région.

Beni : arrestation du militaire présumé meurtrier d'un civil à Eringeti. Ce meurtre est survenu dans la nuit du 7 octobre dans une pharmacie au centre de négoce d'Eringeti. Ce militaire, identifié comme un élément du 3204^{ème} régiment des Fardc, déployé à Eringeti a été arrêté dans sa cavale par ses compagnons d'armes.

Goma : au moins 10 cas d'assassinats ciblés enregistrés en 10 mois dans la commune de Goma. Selon le conseil communal de la jeunesse de la commune de Goma, les victimes sont, pour la plupart, des changeurs des monnaies, assassinés par des personnes non identifiées dont les mobiles sont divers et parfois aussi inconnus. Pour la plupart de ces cas, les auteurs ne sont pas retracés par les services de sécurité.

Beni : les commerçants observent une semaine sans activités pour réclamer le rétablissement de la paix. Cette situation est la conséquence d'un appel à des journées sans activités lancé par quinze corporations de commerçants de la ville de Beni. Les grévistes affirment « ne plus être en mesure de payer les taxes » et réclament le rétablissement de la paix dans la région. Les responsables de quinze corporations de commerçants de la ville de Beni qui ont lancé ce mot d'ordre de grève demandent aussi des allègements fiscaux. Ils indiquent que leur mouvement de grève est décrété pour sept jours et ira jusqu'au mardi 18 octobre prochain.

Le respect des droits de la fille au cœur de la célébration de la journée internationale de la fille. La cheffe de division du Genre, famille et enfant du Maniema, exhorte les jeunes filles à « prendre courage et dénoncer

tout ce qui détruit ou entache leur avenir ». A Butembo, les jeunes filles ont été invitées à se servir du numérique pour s'épanouir et non pas pour s'associer aux pratiques nuisibles à la société. A Lubumbashi, la ministre du Genre, famille et enfant, invite les jeunes filles à dénoncer tous les actes discriminatoires dont elles sont victimes. Parmi les maux qui rongent la vie de la jeune fille dans les milieux ruraux il y a notamment, le mariage précoce, la non-scolarisation, les travaux forcés, le viol, ... a épinglé le la ministre du Genre, famille et enfant du Haut-Katanga. « La fille de Beni a besoin de stabilité, de soutien et d'accompagnement pour bien s'épanouir ».

Kwilu : le cardinal Ambongo à Bandundu pour rencontrer les peuples qui souffrent à la suite des tensions entre communautés, particulièrement dans le territoire de Kwamouth au Mai-Ndombe ». Il entend découvrir les vraies causes de ces tensions et en trouver des solutions.

La province de l'Ituri dotée d'un plan opérationnel des activités du programme DDRC-S. Il a été adopté au terme de quatre jours de travaux qui ont regroupé des experts venus de la coordination centrale du programme DDRC-S à Kinshasa et de leurs collègues de la province. Dans ce plan, ils insistent sur le caractère inclusif dans l'exécution du plan opérationnel des activités de désarmement et démobilisation des miliciens en Ituri. Ce plan met également un accent particulier sur les différents piliers dont la protection des enfants, le respect des droits de l'homme pour une prise en charge correcte des groupes armés favorables aux processus de paix.

Mai-Ndombe : plus de 200 000 personnes attendues pour la deuxième phase campagne vaccination contre COVID-19. Cette Campagne lancée par le ministre provincial des Finances, se déroule pendant 7 jours et trois types de vaccins sont disponibles. Lors de la première phase de cette campagne qui a eu lieu au mois de mai dernier, le Mai-Ndombe avait vacciné 198.000 personnes sur les 207.000 attendues, ce qui représente 98%.

La Cour des comptes dépose à l'Assemblée nationale le rapport sur l'exécution du budget 2021. L'examen de ce rapport de la Cour des comptes est un préalable obligatoire pour l'examen de budget 2023. « Le rapport a une série d'observations sur l'exécution de la loi de finances de l'exercice clos, 2021. La Cour des comptes s'est donc livrée à cet exercice au cours de l'année 2022, elle a examiné la loi portant reddition des comptes ».

Bunia : plus de 350 cas de trouble mental enregistrés chaque année à Salemo. Selon la responsable du centre de santé mentale Lobiko (Samelo) à Bunia, cette maladie prend de l'ampleur dans cette province à cause de la persistance de la guerre et ses conséquences notamment le traumatisme et les tueries. Environ 30 malades mentaux sont actuellement admis au centre Samelo au quartier Kindia à Bunia pour des soins. La plupart sont au dernier stade de développement de la maladie dénommée de confusion qui se manifeste notamment par la perte de contrôle de soi et l'agressivité. De nombreux malades sont abandonnés par leurs familles. Ce qui retarde le rétablissement des patients qui souffrent de rejet et de manque d'affection. Plusieurs malades mentaux, surtout à l'intérieur de la province, ne sont pas référés dans les structures sanitaires, faute de spécialistes, mais aussi de la pauvreté.

Mercredi 12 octobre.

Nord-Kivu : Zozo Machine et Yuma Dash du groupe MPR à Beni pour « compatir avec la population ». « Nous sommes venus partager la douleur, le malheur et la joie avec la population de Beni ». Selon les deux artistes, la situation sociale de Beni est presque identique à celle vécue à Kinshasa, mais à Beni s'ajoute le fait que la ville fait face à l'insécurité causée par les groupes armés.

142 personnes tuées et près de 30 000 autres déplacées à la suite des combats dans l'Ouest (HCR). Le HCR a fait savoir qu'au 6 octobre, quelque 27.000 personnes, dont la plupart des femmes et des enfants, ont été déplacées par les violences et ont besoin d'une aide d'urgence dans les provinces de Kwilu et Mai-Ndombe et environ 2 600 personnes ont cherché refuge en République du Congo. Sur le terrain, de nombreuses familles qui vivaient à Kwamouth et dans les villages environnants ont quitté la région alors que le conflit s'étendait rapidement. Elles ont marché pendant des jours avant de trouver refuge à Bandundu, la capitale de la province du Kwilu, à 245 km de Kwamouth. Les personnes déplacées continuent de se sentir vulnérables car leur survie dépend de la bonne volonté des autres, notamment des familles d'accueil et des autorités. Du côté du HCR, l'urgence a été d'envoyer des bâches pour construire des abris communautaires dans le Bandundu et d'être prêt à répondre à d'autres besoins prioritaires en matière d'abris, d'articles ménagers et de protection.

Kinshasa : plus de 100 présumés Kuluna arrêtés à Mombele, commune de Limete (Kinshasa). « Il y a 112 arrêtés et plus de 300 interpellés. La situation avant le bouclage était préoccupante, parce qu'il était difficile, la nuit tombée, de se déplacer calmement sur l'avenue Lumumba notamment. A tous les coins, il y avait des

délinquants qui tendaient des pièges aux paisibles citoyens. On a dû relaxer d'autres personnes et garder simplement les personnes ayant été fichées qui ont été déférées auprès du commissariat provincial de la police nationale ».

Goma : paralysie des activités à la suite d'une journée ville-morte. Des manifestants ont barricadé des artères de Goma pour dénoncer le meurtre, mardi, d'un jeune conducteur de 23 ans par un policier de circulation routière. Ce drame s'est produit à un point de barrage de recouvrement forcé des taxes de circulation routière qui est à son troisième jour à Goma. Depuis 7 h, la police nationale est déployée pour tenter de dégager les axes barricadés. Pendant ce temps, des sources officielles affirment que le policier présumé auteur du meurtre du jeune conducteur, est aux arrêts et son procès en flagrance devrait commencer « incessamment ».

Kananga : environ 560 tonnes de maïs acheminées sur le marché. Le Comité d'acheteurs et évacuateurs des produits agricoles (CEPA) a assuré, le 11 octobre, avoir acheminé 560 tonnes de maïs sur la ville de Kananga (Kasai-Central). Il a indiqué que cette quantité peut stabiliser le prix sur le marché de cette ville.

Lancement d'un projet d'assistance humanitaire de plus de 2 millions USD pour la région du Kivu. Il s'agit d'un troisième projet financé par l'USAID à hauteur de 2 834 705 USD et destiné « au bénéfice de la population des retournés, des déplacés et de la population hôte. Ce projet va améliorer les conditions de vie de nos bénéficiaires et aussi le projet a comme activités, la construction de 3 000 abris dans les deux provinces, nous avons aussi la construction de 10 forages dans les deux provinces, il y a aussi la partie formation des jeunes qui vont bénéficier de ce projet et avec les 10 forages, les bénéficiaires vont être environ de 30 mille personnes. On souhaite que ce projet atteigne la population cible, surtout les vulnérables, parce que c'est quelque chose qui va aider à changer leur vie. Les bénéficiaires de la construction des abris, sont 18 000 personnes ».

Des ONG préparent la prise en compte des spécificités des peuples dépendant de la forêt dans la future loi foncière. Près d'une quarantaine d'associations et plateformes environnementales de la RDC et des représentants du Nord et Sud-Ubangi et de Mongala y travaillent, pour une consolidation des recommandations issues des consultations et nouvelles approches à intégrer dans la future loi foncière. « Dans la nouvelle loi, ce qu'on aimerait vraiment c'est l'accès à la terre pour tous et la gestion de la terre pour tous, qu'on parle de femmes, de jeunes, des peuples autochtones. L'attente des peuples autochtones, est surtout une prise en compte dans la loi au niveau nationale, parce qu'on sait que les spécificités des provinces n'arrivent pas souvent à Kinshasa. Les communautés veulent vraiment être reconnues, elles ont des spécificités qu'il faudrait inclure dans cette loi nationale ».

COVID-19 : lancement de la 2e phase de vaccination au Maniema. Cette activité de 7 jours va cibler les 300 sites de vaccination, installés dans les 18 zones de santé de cette province. Au cours de cette deuxième phase de vaccination contre la COVID-19, il est aussi question de renforcer l'immunité des personnes déjà vaccinées. L'autorité provinciale fait savoir que la population du Maniema est dubitative vis-à-vis du vaccin de la COVID-19. Le Maniema compte environ 450 cas confirmés de la COVID-19, affirment des sources sanitaires.

Bunia: lancement du Programme local des 145 territoires, les Ituriens souhaitent le recrutement d'une main d'œuvre locale. « Ce programme du gouvernement congolais vise à redynamiser les économies locales et transformer les conditions et le cadre de vie des populations vivant dans des zones en manque d'infrastructures et services sociaux de base. Des routes, structures sanitaires, écoles, bureaux administratifs et d'autres ouvrages vont être construits dans les cinq territoires de l'Ituri. L'exécution de ce programme va réduire le taux de chômage dans la province, mais aussi permettre à certains jeunes qui sont dans les groupes armés de quitter la brousse ». Le gouvernement a déjà mis à la disposition de l'Ituri 50 millions USD pour l'exécution de ce programme.

Bunia : plus de 250 criminels arrêtés en une année et demie (police). Selon le commandant provincial de la PNC en Ituri, la plupart de ces bandits armés sont des récidivistes et d'autres voleurs de grand chemin venus d'autres villes du pays et de l'étranger. « Ils ont été appréhendés grâce au système de redynamisation de la police qui a eu comme résultat la baisse de la criminalité dans la ville ». Il a demandé à la population « de continuer à faire confiance à la police et de l'accompagner dans sa mission régaliennne de sécurisation ».

Beni : reprise des activités scolaires, après une journée de paralysie à Butuhe. Tout est parti de l'arrestation d'un enseignant de l'école primaire Butuhe par deux policiers et trois militaires alors qu'il dispensait le cours. Opposés à cette arrestation, les écoliers ont lancé des cris d'alerte à leurs collègues des écoles voisines pour qu'ils leur viennent en aide. Au même instant, un militaire a tiré un coup de feu en l'air pour tenter de disperser la foule. Cette situation a paralysé les activités scolaires dans cette contrée du Nord-Kivu.

Nord-Ubangi : écroulement d'un centre de santé à la suite des inondations à Yakoma. Ce bâtiment construit en adobes s'est effondré immergeant tous les matériels, y compris quelques médicaments qui étaient disponibles. A ce jour, la population composée également d'un nombre considérable de réfugiés centrafricains doit transporter les malades graves à moto ou à vélo à des dizaines de kilomètres plus loin.

Mbuji-Mayi : saisie dans un domicile d'un lot d'aliments pour malnutris destiné aux zones de santé. Ces intrants, vraisemblablement détournés, sont constitués de boîtes d'huile végétale, de sacs de farine de maïs, de bidons vides, d'une motocyclette ainsi que des cartons des sachets de plumpy'Nut (Ndlr : pâte à base d'arachides pour lutter contre la malnutrition chez les enfants). Ces intrants sont ceux remis régulièrement à l'ONG Congo Nouveau Prospère par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), en faveur des zones de santé hébergeant un grand nombre de personnes souffrant de malnutrition.

Mbandaka : 27 morts lors du naufrage d'une embarcation de l'ICCN, 32 disparues et une soixantaine de rescapés. Environ 120 passagers étaient à bord, lorsque l'embarcation a chaviré en aval de Wendji-Secli. Les équipes d'actions humanitaires, de la Croix-Rouge ainsi que de la DGM, de la Force et Police navales poursuivent des recherches, en vue de retrouver d'éventuels corps ou disparus. Un vent violent a surpris l'embarcation sur le fleuve, le coulant totalement avec passagers et marchandises.

Élections des bâtonniers dans 10 ressorts judiciaires du pays. Les avocats de dix ressorts judiciaires du pays ont renouvelé, mardi 11 octobre, le mandat de leurs bâtonniers. Les élus bénéficient ainsi de nouveau bail de 3 ans à la tête de leurs barreaux. Quatre parmi ces bâtonniers ont rempli à leurs postes alors que 5 autres ont été renouvellement élus.

Nord-Kivu : reprise des activités dans le cratère du volcan Nyiragongo, selon l'OVG. L'Observatoire volcanologique de Goma (OVG) affirme que les habitants de Munigi, au Nord de Goma, ont ressenti des grondements dans le cratère du Nyiragongo, suivis de l'apparition d'une lueur rouge au sommet de ce volcan. Le directeur scientifique de l'OVG affirme que c'est un fait normal, puisque le Nyiragongo reprend son activité dans son cratère. Il n'y a donc pas lieu de s'inquiéter.

Le gouvernement compte construire des prisons pour femmes et recruter du personnel pénitentiaire féminin. Le vice-ministre de la Justice, le système pénitentiaire du pays présente beaucoup de lacunes en matière du genre que le gouvernement tient à corriger dans le cadre de la réforme de l'administration pénitentiaire.

Beni : échange sur la vulgarisation et la pérennisation des pratiques acquise du projet dialogue pour la paix. « Aujourd'hui, il a été question d'appeler les autres personnes qui n'ont jamais participé à ces genres d'activités pour partager ces différentes bonnes pratiques qui ont été acquises dans la collaboration entre autorités et administrés pour la paix à Beni. Le projet n'avait pas atteint tout le monde. Nous travaillions beaucoup plus avec les leaders de groupes. Au vu des résultats très intéressants que nous sommes en train d'enregistrer dans ces projets, il a fallu que nous étendions cela à d'autres membres de nos structures qui ne viennent pas régulièrement ».

Goma : ouverture du procès du pasteur Omari poursuivi pour association des malfaiteurs et enlèvement d'enfants. Il est mis à sa charge, avec ses co-accusés, l'enlèvement présumé de 11 enfants de 3 à 6 ans, en 2021. Après présentation et identification des faits par le ministère public, l'audience a été suspendue. La défense a introduit une requête pour liberté provisoire en faveur du pasteur. La requête a été rejetée par le ministère public.

Nord-Kivu : les jeunes filles déplacées de Bunagana à Rutshuru centre réclament le retour de la paix, devant quelques humanitaires qui sont allés célébrer avec elles, la journée internationale de la fille. Parmi ces humanitaires figurent Save The Children qui a distribué aux jeunes filles déplacées de ces sites, des kits hygiéniques notamment et quelques objets classiques. Mais, le plus grand souci de ces jeunes filles, venues principalement de Bunagana occupé par le M23, est le rétablissement de la paix, pour retourner vivre dans leur milieu naturel.

Maniema : la Ceni confirme l'élection du gouverneur le 18 octobre. La Ceni prévoit la période de campagne électorale du 14 au 16 octobre à minuit. La campagne électorale des candidats gouverneurs et vice-gouverneur se tiendra au sein de l'assemblée provinciale et auprès des députés provinciaux qui en constituent l'électorat.

Assemblée nationale : le ministre des Transports visé par une motion de défiance, 60 signatures réunies. Les initiateurs de la motion lui reproche des nombreux abus dans l'exercice de ses fonctions, entre autres le

désordre dans son secteur et plusieurs abus commis par Cherubin Okende dans l'exercice de ses fonctions. En vertu de l'article 146 de la Constitution, si cette motion de défiance a réuni plus de 50 signatures, elle peut être soumise à l'examen et au vote dans les 48 heures prochaines.

Jeudi 13 octobre.

La table ronde qui décidera de l'avenir de l'état de siège sera organisée en novembre. « Le Président de la République a réuni pendant 3h les élus de l'Ituri et du Nord-Kivu pour aussi faire le point de la situation sur terrain à la suite de la mission effectuée par le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde. L'organisation de cette table ronde est projetée pour novembre. La société civile ainsi que d'autres acteurs concernés y participeront. Il n'a jamais été envisagé de ne pas organiser les élections dans les provinces sous état de siège, encore moins de ne pas y déployer le programme de développement de 145 territoires », précise le porte-parole du gouvernement.

Jean-Michel Sama Lukonde et Huang Xia échangent sur la situation politique et sécuritaire de la région de Grands lacs. L'envoyé spécial de l'ONU pour la région des Grands Lacs avait invité, lors de sa dernière adresse devant le Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation de la RDC, le 31 mai, tous les groupes armés à déposer «immédiatement» les armes et «à s'engager résolument dans le processus politique de dialogue de Nairobi, facilité par le Kenya». Selon lui, l'éradication des groupes armés dans l'Est de la RDC nécessite une approche globale. Il s'est dit convaincu que l'option militaire seule ne suffira pas pour instaurer une paix durable dans cette région et a également réitéré «la pertinence des mesures non militaires que son bureau s'efforce, depuis un moment, de promouvoir».

Le ministère des Hydrocarbures dément une éventuelle pénurie de carburant. « Il y a même des bateaux de carburant qui sont annoncés et si problème il y a, ce serait peut-être celui lié à la logistique », a déclaré une source au ministère des hydrocarbures. Cette mise au point est faite à la suite des inquiétudes de certains Kinois sur une éventuelle pénurie les jours qui viennent. Une inquiétude renforcée par la fermeture avant l'heure de certaines stations-services, pendant que d'autres ne vendent pas, et aussi la présence des files dans certaines autres.

Nord-Kivu : décès des quintuplés à la suite d'une mauvaise prise en charge à Ngungu. Selon le médecin chef de zone de santé de Kirotshe, la femme n'a pas suivi les consultations prénatales, alors que c'était une grossesse multiple et à risque. Il met l'accent sur la sensibilisation des femmes ; bien que le centre de santé de Ngungu soit limité pour ce type de grossesse.

Unikin: les professeurs alertent Félix Tshisekedi sur le risque d'une année blanche. L'Association des professeurs de l'Université de Kinshasa (APUKIN) lance un cri d'alarme au Président de la République, aux deux chambres du Parlement et au Premier ministre pour vite trouver la solution aux desiderata des professeurs afin de sauver cette année académique. Le président de l'APUKIN estime que le Gouvernement dispose encore de 48 heures pour tenter de sauver cette année académique. En effet, une assemblée générale des professeurs est prévue pour vendredi afin de décider de la levée ou de la poursuite de cette grève.

Goma : 28 Rwandais interpellés lors d'un bouclage. La police de Goma dit avoir saisi ce 13 octobre matin au moins 13 sacs de chanvres et 8 cartons des produits pharmaceutiques périmés. 28 ressortissants rwandais en situation irrégulière ont été aussi interpellés, au cours d'une opération de bouclage au quartier Mapendo/Birere dans la commune de Goma. Ces Rwandais sont déjà mis à la disposition des services de la Direction générale de migration (DGM), précise ce responsable de la police.

Ituri: 19 miliciens Codeco condamnés à 10 ans de prison. Ces miliciens avaient interjeté appel au second degré. Ils sont poursuivis pour meurtre, déportation et participation à un mouvement insurrectionnel.

« L'Etat n'est pas à Kwamouth », déplore le Cardinal Ambongo. Le Cardinal estime que tout ce qui est arrivé à Kwamouth est dû à l'absence de l'autorité de l'Etat dans ce coin : « Lorsque l'Etat démissionne, lorsque l'Etat est absent sur un territoire, il y aura toujours des forces obscures qui prendront le pouvoir. Et c'est ce qui est arrivé à Kwamouth. Tout simplement parce que l'Etat n'est pas là, l'Etat n'est pas à Kwamouth ». L'archevêque de Kinshasa a visité les déplacés de Kwamouth logés sur le site d'hébergement de Malebo à Bandundu. Il leur a apporté une assistance humanitaire constituée des vivres et autres produits non alimentaires.

Maniema : l'UNFPA déplore le manque de coordination de rapports faits sur les VBG. « Le constat est que les différents rapports que nous recevons à distance montrent qu'au Maniema il y a beaucoup de cas des violences basées sur le genre, mais faute d'une coordination efficace, ces cas ne sont pas toujours rapportés, ce

qui fait que la province du Maniema est souvent oubliée lorsqu'il y a les activités de mobilisation des ressources pour lutter contre ce fléau », a déploré le coordonnateur du sous cluster « violences basées sur le genre », (VBG) pour le Sud-Kivu et le Maniema de l'UNFPA. Pour lui, il faut mettre en place un circuit de partage d'informations qui pourra aider à mener les plaidoyers afin de voir comment mobiliser les moyens pour lutter contre les VBG.

Mbuji-Mayi : des élèves agressés par des délinquants aux alentours de certaines écoles. Des jeunes délinquants non autrement identifiés, munis d'armes blanches ravissent en plein jour, des cartables, de l'argent ainsi que des téléphones aux élèves des complexes scolaires bien identifiés. « C'est un mouvement qui prend l'ampleur du système Kuluna de Kinshasa. Nous demandons vraiment que les autorités puissent s'impliquer pour que la sécurité soit parfaite surtout pour les enfants qui rentrent à la maison, des enfants innocents.

Les députés du Grand Katanga membres de l'Union sacrée réaffirment leur soutien à Felix Tshisekedi, pour sa réélection à la tête du pays aux élections de 2023. Cette déclaration intervient en réaction à celle du porte-parole de Moïse Katumbi qui avait déclaré : « Il est donc impérieux que les élections se tiennent dans le délai. Il est hors de question de prolonger indument le mandat qui serait expiré. Soyons clairs. Pas une minute de plus ne doit être accordée à ceux qui sont censés nous représenter au-delà de la limite fixée par notre constitution ».

Ituri : baisse de l'activisme des groupes armés dans plusieurs localités de Djugu. Selon le curé de la paroisse catholique de Fataki, Jean Lojunga : « nous n'avons pas enregistré des cas de tueries depuis trois mois. Les gens cultivent leurs champs ». Des leaders communautaires attribuent cette embellie sécuritaire aux efforts du gouvernement et de la Monusco ayant amené des miliciens à signer l'acte d'engagement de la paix et parlent également des opérations conjointes Fardc et casques bleus qui font notamment des patrouilles pour la protection de la population. Ce qui inquiète encore la population et freine son retour dans d'autres coins, c'est la présence des miliciens qui circulent avec leurs armes à feu. Certains déplacés commencent à regagner leurs villages.

Nord-Kivu : la société civile déplore les 4 mois d'administration rebelle à Bunagana. Ils ont regretté que ces rebelles et leurs alliés aient profité de ce temps pour consolider leurs positions militaires de Tshanzu, Runyoni, Bunagana et Kabindi. Sur le plan socioéconomique, les échanges commerciaux se poursuivent via la frontière de Bunagana, entre l'Ouganda et cette partie du territoire national sous occupation rebelle. Le poste frontalier de Bunagana, côté congolais fonctionne sous le contrôle du M23.

Rutshuru : des réfugiés congolais refoulés de l'Ouganda. Sans avancer le chiffre exact, la société civile et les autorités coutumières locales de Jomba, affirment que ces ménages proviennent d'un site des réfugiés de Nyakabande, en Ouganda. Ce site est situé à moins de 10 km du poste frontalier de Bunagana. Ces sources ajoutent que depuis quelques jours, les services ougandais sont en train de démanteler ce site.

Beni : les leaders des organisations des jeunes et mouvements citoyens appelés à lutter contre la manipulation. L'objectif est d'éveiller le patriotisme des jeunes pour intégrer les Fardc et la Police Nationale Congolaise, mais aussi pour éviter toute sorte de manipulation. De leur côté, le commandant urbain de la police ville de Beni et le porte-parole des opérations conjointes Fardc-UPDF ont édifié les leaders des jeunes sur la mission de la police, mais aussi sur les opérations militaires conjointes en cours dans la région de Beni et en Ituri.

Processus électoral : la commission Justice et Paix de Bukavu échange avec les parties prenantes sur les défis liés aux élections de 2023. En convoquant la table ronde regroupant les parties prenantes au processus électoral, la commission diocésaine justice et paix voulait avoir "le cœur net" sur certains défis qui poussent l'opinion à croire que l'organisation des élections en 2023 seraient hypothétique. Les défis actuels n'empêcheront pas la tenue des élections.

Rutshuru : des écoles pas encore opérationnelles à Ntamugenga, plus d'un mois après la rentrée scolaire. Selon l'un des membres de la société civile de Buhuri, des salles des classes demeurent jusqu'à ce jour occupées par les déplacés venus de Jomba. De ce fait, de centaines d'élèves et écoliers restent toujours à la maison. Il « craint pour la délinquance juvénile » et demande aux partenaires du gouvernement de construire des abris en faveur de ces déplacés pour libérer les salles de classe et donner ainsi accès à l'éducation.

Kindu : des acteurs impliqués dans la lutte contre les violences basées sur le genre en formation. « Nous nous attendons, à l'issue de cette formation qui va prendre deux jours, à ce que les interventions en matière de lutte contre les violences basées sur le genre dans la province du Maniema connaissent une amélioration par le fait que tous ceux qui seront formés auront les capacités de savoir quand il faut parler d'une intervention VBG

dans les différents domaines de prise en charge des survivantes et dans le domaine de la prévention des risques VBG ».

Kindu : 2 journées portes ouvertes pour des consultations ophtalmologiques gratuites. Célébrée sous le thème "Aime tes yeux", la célébration de la journée mondiale de la vue, le 13 octobre, vise à sensibiliser les communautés et les décideurs sur les pathologies dans le cadre de la santé oculaire universelle d'ici 2030. Durant ces deux jours, Dr Charles Omesumbu invite ceux qui ne connaissent pas l'état de leurs yeux à se faire consulter gratuitement. D'après lui, 80% des cas de cécité le sont par des causes évitables.

L'officier angolais qui va diriger le mécanisme de vérification dans l'est, présenté à la Monusco. Cet officier militaire va travailler en collaboration avec la Monusco qui joue un rôle important dans le processus de paix dans cette partie de la RDC. Il sera basé à Goma ». Le général une fois déployé sur le terrain va travailler en étroite collaboration avec la force qui sera déployée par l'Afrique de l'Est. Nous œuvrons tous pour que l'Est de la RDC soit une région qui n'a jamais cessé d'être une région d'espoir et que cet espoir soit donc concrétisé et que nous puissions tous vivre en paix, que nous puissions jouir de ce que Dieu nous a donné ».

Vendredi 14 octobre.

Nord-Kivu : plaidoyer pour la suspension du recouvrement des taxes de circulation routière. Plusieurs acteurs sociaux et politiques du Nord-Kivu demandent au gouverneur militaire de suspendre le recouvrement des taxes de circulation routière dans la province. Ils réagissent depuis lundi 10 octobre au début de cette opération de contrôle des documents de bord de circulation routière. A Goma, par exemple, l'opération de bouclage de recouvrement forcé organisée par la Direction générale des recettes du Nord-Kivu (DGRNK), a suscité une controverse au sein de l'opinion publique locale. Si tout le monde est d'accord sur le principe de la perception des taxes et impôts pour permettre à l'Etat de garantir la sécurité et les services sociaux à la population, il n'en demeure pas moins que l'opinion estime que le Nord-Kivu en particulier devrait bénéficier des allègements fiscaux, au regard de la situation sécuritaire dégradante et qui ne permet pas un bon climat des affaires. Selon le conseiller du gouverneur militaire en matière des finances et de l'économie : « le gouvernement provincial comprend le ras-le-bol de la population qui estime qu'on ne devrait pas organiser ces bouclages. Il faut aussi que la population comprenne que ce n'est pas pour des raisons de maximisation des recettes qu'on le fait, mais pour faire respecter la loi. Pour conduire, il faut avoir le permis de conduire, il faut que le véhicule ait fait le contrôle technique, et en définitive, c'est pour contribuer à la sécurité de la population et au maintien de l'ordre public ».

Près de 70% de la faune sauvage a disparu depuis 1970, selon le WWF. Entre 1970 et 2018, 69% en moyenne des populations de la faune sauvage mondiale (poissons, oiseaux, mammifères, amphibiens et reptiles) a disparu, selon l'Indice Planète vivante, outil de référence publié tous les deux ans par le WWF. La destruction des habitats naturels, en particulier pour développer l'agriculture, reste la cause principale, suivi par la surexploitation et le braconnage. Le changement climatique est le troisième facteur, mais son rôle "augmente très, très vite". Suivent la pollution de l'air, de l'eau et du sol, ainsi que la dissémination par l'homme des espèces invasives. Ce rapport est une "alerte rouge pour la planète et donc pour l'humanité. "Un exemple flagrant est celui du parc national de Kahuzi Biega, en RDC, où le nombre de **gorilles des plaines** orientales a baissé de 80%", en premier lieu par la chasse, a expliqué la directrice Afrique du WWF.

Processus de Nairobi : le M23 ne sera admis aux consultations qu'après son retrait des positions occupées, notamment Bunagana et toutes les localités que ce mouvement rebelle occupe depuis 4 mois. « Le M23 soutenu par le Rwanda s'expose à la puissance de feu des Fardc et de la force régionale des pays de l'Afrique de l'Est qui est en train de se déployer dans l'Est de la RDC », a déclaré le mandataire spécial du Chef de l'Etat.

Le conseil des barreaux européens demande à Felix Tshisekedi de s'impliquer pour la libération de l'avocat Justin Muhire. L'affaire concerne une vente d'une concession des champs dans le Masisi (Nord-Kivu) et dont Me Justin Muhire assure la défense, depuis septembre. Justin Muhire était en train d'assister son client quand il a reçu les menaces de la part du parquet de Goma, qui par la suite a ouvert une instruction à son encontre sans en donner de motif valable. A la suite de ce fait, l'avocat va saisir alors le parquet général près la Cour de Cassation à Kinshasa pour que cette affaire lui soit communiquée afin d'être traitée en toute impartialité. Bien que dessaisi, après sa récusation, le procureur général de Goma fait arrêter l'avocat, le 5 octobre et le maintient en prison. L'affaire soulève un tollé de protestations chez les défenseurs des droits humains. Selon le CCBE, le magistrat du parquet a des intérêts particuliers dans le dossier traité par Muhire. Son arrestation est liée à son travail, insiste le CCBE.

La SADC salue les progrès de la RDC dans la lutte contre la tuberculose. D'après le professeur Michel Kaswa, une technologie innovante est utilisée actuellement en RDC pour lutter contre la tuberculose : « un outil capable de dépister la tuberculose, Ebola, la Covid, le VIH, les hépatites et la RDC a été félicitée par l'ensemble des pays de la SADC pour les progrès réalisés non seulement dans la prévention et le diagnostic de la tuberculose, mais aussi dans le traitement. Il faut dire qu'en RDC 94% des malades mis en traitement lors de la détection de la tuberculose sont traités avec succès et aucun autre pays dans la région n'a des résultats similaires à ceux de la RDC en ce qui concerne le traitement de la tuberculose ».

Les membres de l'Union sacrée/Haut-Katanga demande un texte juridique pour régir cette plateforme politique. Le chef de cette délégation, a expliqué que ce texte juridique « pouvait leur permettre de s'organiser pour la réélection de Felix Antoine Tshisekedi à la tête du pays en 2023 ».

Le Kasai-Central enregistre 200 cas d'accident de la route chaque année (CNPR). Le directeur provincial de la Commission nationale de prévention routière, a précisé que ces accidents sont parfois mortels. A l'occasion de journée internationale de la prévention routière, célébrée le 13 octobre de chaque année, il a appelé les usagers de la route du Kasai-Central au respect des règles de conduite et à adopter un comportement bienveillant au volant.

Kinshasa : la coordination estudiantine de l'Unikin plaide pour la levée de la grève des enseignants. Des délégués des étudiants ont présenté leur plaidoyer dans un memorandum qu'ils ont remis à l'Association des Professeurs de l'Université de Kinshasa, l'Association du Corps Scientifique et au comité de gestion de l'Université. Le coordonnateur des étudiants a rappelé qu'ils n'étudient plus depuis le mois de juillet dernier.

Lubumbashi : la police déploie un important dispositif sécuritaire au centre-ville. Cette présence policière vise à faire respecter la mesure des autorités, interdisant les marches prévues par certains jeunes de l'UDPS et ceux d'Ensemble pour la République. La tension était montée d'un cran ces derniers jours entre ces jeunes. Et jeudi, le gouverneur de province a réuni les responsables provinciaux de ces deux formations politiques, les invitant à privilégier la paix. A l'issue de cette rencontre, le représentant de l'UDPS a indiqué que « l'appel à la marche a été lancé par quelqu'un qui n'a pas qualité et qui n'a pas été mandaté par le parti ». Il a demandé à ses membres de vaquer chacun à ses occupations et d'être calme. Du côté d'Ensemble pour la République, tous les jeunes ont été appelés au calme et à cultiver la paix.

Ituri : 120 000 déplacés sécurisés par les casques Bleus à Djugu. La plupart des déplacés sont des femmes et des enfants. Ils sont concentrés autour des bases de la Monusco. Pour ces déplacés, leur survie dépend exclusivement des casques bleus qui les protègent contre les attaques des miliciens de la Codeco. « Sans la Monusco, on ne pourrait pas vivre ici ». Pour eux, il n'est pas question que les casques bleus quittent leur milieu avant le rétablissement total de la paix.

Maniema : 4 détenus décèdent en 2 mois dans la prison centrale de Kasongo. Un prisonnier est mort à la suite d'une diarrhée aiguë. Trois autres détenus sont décédés dans cette maison carcérale, il y a quelques semaines, à cause des mauvaises conditions de détention et de manque des soins médicaux appropriés.

Butembo : une attaque des Mai-Mai déjouée par les FARDC à Vulamba. Le calme s'est vite rétabli à Vulamba grâce à l'intervention des militaires FARDC, qui ont déjà pris le contrôle de la zone. Face à cette situation, la société civile appelle les autorités à renforcer les mesures sécuritaires dans ce coin de la ville.

Prorogation sans débat de l'état de siège à l'Assemblée nationale. Mais après la présentation du projet de loi portant prorogation de l'état de siège par la ministre de la Justice, les députés du Nord-Kivu et de l'Ituri ont insisté sur la nécessité d'un débat sérieux avant toute prorogation de l'état de siège.

Beni : les jeunes veulent construire le mausolée des victimes de massacres d'octobre 2014. « Les morts ne meurent que quand ils sont oubliés par les vivants », c'est la grande motivation qui a poussé les différentes couches de la jeunesse de Beni à initier ce projet d'immortalisation des victimes tombées lors du premier massacre au quartier Ngadi, à Beni, la nuit du 14 au 15 octobre 2014, qui a coûté la vie à 39 personnes des familles différentes. »

Beni : le parlement des jeunes déterminé à lutter contre la désinformation, dans la communauté et à travers les médias sociaux. Ces jeunes l'ont fait savoir le 13 octobre au chef de Bureau de la Monusco/Beni-Butembo-Lubero. Les deux parties ont discuté sur la faisabilité de cette démarche afin d'aider la jeunesse de la ville de Beni à éviter de faire circuler la mauvaise information dans la communauté, mais aussi d'être manipulée. Pour

lutter contre cette désinformation, le parlement des jeunes de Beni s'investit dans la formation des masses contre ce mal.

Les femmes rurales jouent un rôle essentiel dans les systèmes alimentaires du monde (ONU Femmes). Le monde entier célèbre ce 14 octobre la journée internationale de la femme rurale. Le thème de cette année, « les femmes rurales cultivent une bonne nourriture pour tous ». Cependant, la femme rurale reste confrontée à plusieurs défis. D'après ONU Femmes, les femmes rurales n'exercent pas un pouvoir égal à celui des hommes et, par conséquent, elles gagnent moins et font face à une insécurité alimentaire plus élevée.

Kinshasa : les occupants des maisons de l'Etat à Maluku appelés à régulariser leur situation. Cet appel rentre dans le cadre de l'opération de récupération des maisons de l'Etat. Le ministère de l'Urbanisme et Habitat rappelle que les maisons situées dans le site de la Société d'exploitation sidérurgique de Maluku sont, depuis 1989, tombées sous sa gestion et son administration.

Nord-Kivu : la FOSYNAT dénonce les arrestations des enseignants par les services de sécurité. La Force syndicale nationale fait cette dénonciation au lendemain de l'arrestation d'au moins cinq enseignants de la ville de Goma. Ces derniers ont été arrêtés sans respect de dignité par des personnes inconnues se faisant passer pour des agents de l'Agence nationale des renseignements (ANR). Un des responsables de l'ANR déclare que le préfet de l'Instigo a été interpellé et auditionné sur ordre de la direction de son service, sans plus de détails. Mais, pour les autres cas d'arrestations, il dit ne pas être au courant et promet de vérifier.

Kindu : les femmes rurales déplorent le manque de routes de desserte agricole, qui les empêchent d'évacuer facilement leurs produits des champs, ainsi que le manque de semences améliorées pour augmenter leur production. L'une d'elles, Dafrose Bitungwa, mère de cinq enfants, se dit tout de même fière de son métier : "Aujourd'hui, je suis très contente de voir que le monde a consacré une journée pour nous les femmes rurales, c'est-à-dire que le monde reconnaît le travail de la femme rurale. Et moi en tant que femme, je suis très fière de ce travail que je fais pour nourrir toute la communauté et pour scolariser mes enfants, vêtir mes enfants. Je suis très contente de cette journée d'aujourd'hui et je remercie vraiment ceux qui ont pensé à offrir à la femme tout une journée". Face aux difficultés rencontrées, elle invite ses semblables engagées dans l'agriculture à ne pas baisser les bras ni même désespérer ; seul le courage les emmènera loin dans leur engagement.

Samedi 15 octobre.

Kinshasa : l'épouse de Jean-Marc Kabund écope de 6 mois de prison, pour imputation dommageable et injures publiques. Cette juridiction a jugé établies ces deux préventions et non établies celles de fausse détresse ou trompeuse et dénonciation calomnieuse. Sa condamnation intervient alors que son mari, Jean-Marc Kabund, est en détention depuis le 9 août dernier à la prison centrale de Makala.

Kwilu : le FPI instruit à poursuivre l'appui de l'installation de la société Chrisnovic. Les usines de la société Chrisnovic vont produire l'huile de palme brute, l'huile raffinée, palmiste et de biodiesel. « Ces usines visitées ont une capacité de production de 9.000 tonnes d'huile par an avec environ 3.000 emplois qui seront créés », a indiqué le ministre de l'Industrie. Il a promis de dupliquer cette initiative à travers d'autres provinces du pays.

Ituri : le gouverneur Luboya attribue l'accalmie observée à la collaboration Fardc-Monusco. Il a assuré que le partenariat entre ces deux forces a entraîné une certaine accalmie depuis bientôt trois mois, ainsi que le retour de certains déplacés dans les territoires de Djugu et Irumu. Il a rapporté que les efforts de ces deux forces permettent de sécuriser les populations dans leurs milieux de retour et permet l'espoir d'une paix durable. Il a indiqué que les Fardc et les casques se préparent à pacifier les axe Iga-barrière et Mongwalu et les environs.

Election de gouverneur au Maniema : la campagne électorale a débuté ce vendredi. Elle est menée pour une période de trois jours alors que le scrutin proprement dit est fixé au 18 octobre, selon le calendrier de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Pour la première journée de cette campagne, trois candidats gouverneurs ont présenté leurs projets de société devant les députés provinciaux.

Ituri : 12 personnes tuées dans une attaque des hommes armés à Masome, situé à 12 km de Komanda, territoire d'Irumu (Ituri). Les victimes sont des cultivateurs, surpris dans leurs champs très tôt matin de vendredi à Masome.

Des hommes munis d'armes à feu et de machettes ont tiré des coups feu sur les unes et découpé les autres à l'arme blanche. Des organisations de défense des droits de l'homme attribuent ces tueries à une nouvelle milice dénommée « Tchuni ya Tuna » en gestation dans la chefferie de Walese Vonkutu.

Nord-Kivu : les femmes rurales disent éprouver des difficultés d'accès aux soins de santé, notamment en matière d'accouchement sécurisé. Elles ont exprimé leur inquiétude en marge de la journée internationale des femmes rurales. Le médecin chef de zone de santé reconnaît l'insuffisance de moyens de prise en charge dans les structures sanitaires rurales. Les femmes rurales du Nord-Kivu disent en outre être confrontées aux divers problèmes socio-sécuritaires qui bloquent leur épanouissement.

Kisangani: clôture des travaux préparatoires du Forum de la Grande Orientale. Environ 350 participants issus de l'ex-Province Orientale vont réfléchir, du 27 au 30 octobre, sur un certain nombre de sujets notamment la paix, la sécurité, la coopération inter provinciale, et le développement socioéconomique. L'objectif étant notamment de réunir les fils et filles de la Grande Orientale autour des idéaux susceptibles de conduire au bien-être des populations de ce grand espace vital. Au terme de ces travaux préparatoires de trois jours, 4 sous-commissions et un service ont été constitués. Il s'agit de la mobilisation des fonds, la communication, de la logistique, les relations publiques ainsi que de la trésorerie. Le budget global de ce forum est estimé à 250 000 \$.

Kwamouth: environ 15 morts, après une attaque des hommes armés non identifiés. Quinze personnes sont mortes et plusieurs maisons incendiées, après l'incursion des hommes armés, jeudi 13 octobre, à Musiamu, territoire de Kwamouth (Mai-Ndombe). Ces assaillants étaient munis d'armes létales et non létales.

Jean-Jacques Mbungani : « Le lavage des mains à l'eau et au savon peut sauver plus de vies, surtout chez les enfants, que n'importe quel vaccin ou intervention médicale ». Le ministre de la Santé a également fait savoir que le lavage des mains constitue un moyen le moins cher mais le plus efficace d'éviter plusieurs maladies diarrhéiques et respiratoires. Ces maladies, sont la cause de décès chaque année dans le monde, de 3,5 millions d'enfants, de moins de 5 ans. Cette année, la journée mondiale de lavage des mains est célébrée sous le thème : « Unis pour une hygiène universelle des mains ».

Le 1er président de la Cour de cassation déplore les interférences de l'Inspectorat général dans le travail des juges. Pour le 1er président de la Cour de cassation, l'Inspectorat n'a pas pour rôle de se substituer au juge qui n'a aucune communication à lui faire sur les décisions judiciaires. « Les arrêts et jugements sont rendus au nom du peuple et exécutés au nom du président de la République », rappelle-t-il à l'intention de l'Inspectorat. Les manifestations publiques doivent se tenir dans le respect de la loi. Chaque citoyen devant respecter la liberté des autres dans les normes. Tout débordement implique l'intervention du ministère public en tant que gardien de la loi et dont la conséquence est pénale. Bâtonnier national, Me Michel Shebele, plaide pour l'assistance judiciaire « pro deo » en faveur des indigents.

